



Président : M. Jorge E. ILLUECA (Panama).

POINT 119 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (fin*) :

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général

1. M. FONTAINE ORTIZ (Cuba) [Rapporteur de la Cinquième Commission] (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale, pour examen, le rapport de la Cinquième Commission sur l'alinéa b du point 119 de l'ordre du jour, qui concerne le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban [FINUL]; ce rapport fait l'objet du document A/38/678.

2. La recommandation de la Cinquième Commission relative à cette question figure au paragraphe 7 du rapport, sous la forme de deux projets de résolution, les projets A et B, tous deux adoptés par la Commission par 94 voix contre 12, avec 6 abstentions.

3. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de l'Albanie, qui souhaite expliquer son vote avant le vote. Puis-je rappeler que les explications de vote doivent être limitées à 10 minutes et doivent être faites par les délégations de leur place.

4. M. PAPAJORGJI (Albanie) (*interprétation de l'anglais*) : La délégation albanaise votera contre les projets de résolution relatifs au financement de la FINUL recommandés à l'Assemblée générale pour adoption.

5. Notre délégation souhaite réitérer que son vote négatif est conforme à la position qu'elle a toujours adoptée au sujet du financement de diverses forces des Nations Unies envoyées dans différentes parties du monde. La délégation albanaise a toujours expliqué clairement sa position à l'Assemblée générale et à la Cinquième Commission et n'entend pas la répéter en détail aujourd'hui.

6. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Les recommandations de la Cinquième Commission figurent au paragraphe 7 de son rapport [A/38/678]. Les projets de résolution A et B, qui ont été examinés ensemble à la Commission, seront mis aux voix de la même manière à cette séance plénière. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Australie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Canada, Tchad, Chili, Chine, Costa Rica, Chypre, Danemark, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Lesotho, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Mexique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua,

Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Philippines, Portugal, Roumanie, Sainte-Lucie, Samoa, Arabie saoudite, Singapour, Somalie, Espagne, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Albanie, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cuba, République démocratique allemande, Hongrie, Mongolie, Pologne, République arabe syrienne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

S'abstiennent : Afghanistan, Burundi, Cap-Vert, Congo, Iraq, Maldives, Yémen.

Par 80 voix contre 11, avec 7 abstentions, les projets de résolution A et B sont adoptés (résolutions 38/38 A et B)¹.

7. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la Jamahiriya arabe libyenne qui souhaite expliquer son vote.

8. M. TEEBAR (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : La délégation de la Jamahiriya arabe libyenne voudrait réaffirmer sa position sur la question de l'existence des prétendues forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix dans la région arabe. Notre position se résume ainsi : premièrement, les forces de maintien de la paix n'ont rien changé lorsque l'entité sioniste a envahi le Liban l'année dernière. Ces forces de maintien de la paix n'ont pas empêché l'entité sioniste de commettre ses actes d'agression continus, et elles ont prouvé par là-même leur inefficacité. Deuxièmement, la présence de ces forces ne saurait en aucune manière résoudre le problème de la région. La vraie solution consiste à mettre un terme aux actes d'agression commis par l'agresseur. Troisièmement, l'agresseur et la puissance qui l'a appuyé et qui continue de l'appuyer doivent assumer la responsabilité de leurs actes. Pour toutes ces raisons, ma délégation n'a pas participé au vote sur les projets de résolution figurant dans le document A/38/678.

POINT 32 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (fin) :**

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général

9. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Mozambique, qui souhaite présenter le projet de résolution A/38/L.20 et Corr. 1.

*Reprise des débats de la 79^e séance.

**Reprise des débats de la 71^e séance.

10. M. dos SANTOS (Mozambique) [*interprétation de l'anglais*] : La politique et les pratiques abominables et haïssables de l'*apartheid* ne sont que trop connues de l'Assemblée générale et du monde entier pour qu'il soit nécessaire de les exposer en détail. Cela fait des décennies que le monde condamne ces pratiques et cette politique et que le peuple sud-africain vit, ou plutôt végète, dans le cadre de celles-ci. Environ 200 000 personnes sont emprisonnées dans cette vaste prison que constitue l'Afrique du Sud. En effet, l'Afrique du Sud est une grande, une odieuse prison. Des milliers de personnes languissent en prison pendant de longues périodes ou jusqu'à leur mort. Des milliers d'autres personnes sont physiquement ou mentalement mutilées ou brutalisées. Des milliers de personnes sont condamnées aux travaux forcés. Nombre de prisonniers ont perdu la vie, que ce soit aux mains de la police ou en prison. L'Afrique du Sud se trouve actuellement dans la situation peu enviable d'avoir la population pénitentiaire la plus importante du monde entier.

11. Une instruction inférieure est dispensée aux enfants noirs. Les travailleurs noirs reçoivent pour un travail identique un salaire inférieur à celui des ouvriers blancs. Alors que ces derniers jouissent du droit de former des syndicats et d'y adhérer, ce même droit est refusé à leurs homologues noirs. Les travailleurs noirs qui vivent dans les zones blanches ne peuvent être rejoints par leurs familles. Toute la population noire, qui constitue plus de 70 p. 100 de la population sud-africaine, est déracinée sans merci et brutalement de ses terres ancestrales et installée dans des terres lointaines, surpeuplées et arides, qui représentent à peine 13 p. 100 du territoire sud-africain. C'est ainsi que cette population est réduite à perdre tout ce qu'elle a difficilement construit au cours des décennies : maisons, magasins, écoles, églises, ressources en eau et autres infrastructures. Cette politique s'est poursuivie même après les élections organisées le 1^{er} novembre par les autorités racistes sud-africaines. Les églises n'échappent pas non plus aux coups impitoyables et brutaux des bulldozers de l'*apartheid* qui respecte Dieu.

12. En l'occurrence, il n'est que juste que l'Assemblée générale, premièrement, réitère son horreur et sa condamnation de l'*apartheid*; deuxièmement, réaffirme le droit du peuple sud-africain d'utiliser tous les moyens dont il dispose pour liquider l'*apartheid*; troisièmement, félicite la population sud-africaine et ses mouvements de libération nationale pour ce qu'ils ont réalisé dans leur lutte, ainsi que d'autres mouvements, organisations et syndicats pour la campagne qu'ils mènent sans relâche pour isoler l'Afrique du Sud; quatrièmement, lance un nouvel appel aux institutions financières et aux sociétés internationales pour qu'elles cessent d'appuyer le régime d'*apartheid*; et, cinquièmement, demande qu'une assistance multilatérale soit apportée à la population sud-africaine en lutte pour la paix, l'égalité, la liberté, la justice et le progrès économique et social.

13. L'adoption du projet de résolution A/38/L.20 et Corr.1, sur la situation en Afrique du Sud, contribuerait beaucoup à reconforter les orphelins, les veufs, les veuves, les opprimés et les dépossédés. Je recommande donc à l'Assemblée d'adopter ce projet de résolution.

14. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la Guinée qui va présenter le projet de résolution A/38/L.21 et Add.1.

15. M. DIALLO (Guinée) : Au nom des auteurs, nous avons l'honneur et le privilège de présenter le projet de résolution A/38/L.21 et Add.1, intitulé « Programme d'action contre l'*apartheid* ». Le but de ce projet de résolution est de promouvoir les conditions pouvant permettre l'élimination rapide du crime d'*apartheid*, en

conformité avec les principes cardinaux de la Charte des Nations Unies.

16. Le projet de résolution comporte cinq alinéas en son préambule et trois paragraphes en son dispositif. Le premier alinéa du préambule exprime la vive préoccupation face à la grave situation qui règne en Afrique australe du fait de la politique d'*apartheid* et des actes criminels du régime raciste d'Afrique du Sud. Le deuxième alinéa, quant à lui, exprime le souci de promouvoir une action plus efficace de la communauté internationale en vue d'assurer l'élimination rapide de l'*apartheid* et l'instauration en Afrique du Sud d'un Etat démocratique non fondé sur des critères raciaux. Le troisième alinéa reconnaît l'importance d'une action concertée menée à cet effet par les gouvernements ainsi que par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et par les particuliers. Le quatrième alinéa prend note de la proclamation de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, commençant le 10 décembre 1983. Le cinquième alinéa fait référence au Programme d'action contre l'*apartheid*, adopté par le Comité spécial contre l'*apartheid* le 25 octobre 1983.

17. Le paragraphe 1 recommande le Programme d'action contre l'*apartheid* à l'attention de tous les gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des particuliers. Le paragraphe 2 invite tous les gouvernements, organisations et particuliers à prendre des mesures efficaces inspirées de ce programme, en coopération étroite avec le Comité spécial contre l'*apartheid* et le Centre contre l'*apartheid* du Secrétariat. Le paragraphe 3 prie le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire du Département de l'information du Secrétariat, de faire connaître le plus largement possible le Programme d'action et de donner pour instructions à tous les bureaux de l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures appropriées pour en promouvoir l'application.

18. Nous considérons que l'appui sans réserve à l'esprit et à la lettre de ce projet de résolution est un minimum que les gouvernements démocratiques épris de paix, de justice et de liberté peuvent faire en solidarité avec les victimes du crime d'*apartheid*. C'est pourquoi nous soumettons à présent le projet de résolution pour son adoption, à l'unanimité nous osons l'espérer, par la présente session de l'Assemblée générale.

19. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de l'Ouganda qui va présenter le projet de résolution A/38/L.22 et Add.1.

20. M. BIGOMBE (Ouganda) [*interprétation de l'anglais*] : La politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain continue de menacer la paix dans la région d'Afrique australe, en particulier, et en fait la paix et la sécurité internationales.

21. Alarmé par la résistance croissante à sa politique, le régime raciste a adopté des tactiques perfides tendant à internationaliser le conflit. Une campagne sanglante de déstabilisation des Etats voisins indépendants a été déclenchée par l'Afrique du Sud. L'année dernière, les Etats africains de la région ont été victimes d'actes d'agression commis par le régime raciste. Au lieu de donner suite aux exhortations du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, l'Afrique du Sud a intensifié ses attaques militaires et ses actes de déstabilisation contre les Etats de première ligne.

22. En décembre 1982, les forces racistes ont commis leur plus grand massacre au Lesotho, qui a entraîné la mort de nombreux réfugiés sud-africains et de ressortissants du Lesotho. En mai dernier, le régime raciste d'Afrique du Sud a lancé un autre raid aérien non

provoqué contre le Mozambique. Une attaque similaire a été signalée le mois dernier. L'Afrique du Sud continue d'occuper le sud de l'Angola. En outre, le régime raciste a commis d'autres actes de déstabilisation, dont le sabotage économique, l'armement et le financement de groupes dissidents dans la région. L'objectif est d'effrayer les gouvernements de ces Etats indépendants pour qu'ils cessent d'appuyer la lutte de libération ou, en fin de compte, les remplacer par des gouvernements fantoches. Un autre objectif est d'accroître leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud. Il n'est donc pas surprenant que des installations économiques aient fait l'objet d'actes de sabotage.

23. L'importance des incidences de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain continue de croître avec le maintien de l'*apartheid* en Afrique australe. Cette situation a perturbé la vie économique de ces Etats. Les Etats de première ligne paient un prix élevé pour leur attachement à la libération de l'Afrique australe. Nous demandons à la communauté internationale de leur octroyer toute l'assistance possible.

24. C'est dans ce contexte que je présente, au nom des auteurs, le projet de résolution A/38/L.22 et Add.1, intitulé « Incidences de l'*apartheid* sur les pays de l'Afrique australe ». Ce projet de résolution :

« 1. *Condamne* les actes d'agression perpétrés par le régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud contre l'Angola, le Lesotho et le Mozambique et les menaces qu'il fait peser sur des Etats africains indépendants d'Afrique australe;

« 2. *Exige* que toutes les troupes du régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud soient immédiatement et inconditionnellement retirées de l'Angola et que l'Afrique du Sud respecte pleinement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains indépendants;

« 3. *Appuie sans réserve* les mesures prises par le Gouvernement angolais en application de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies pour garantir et sauvegarder l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de l'Angola;

« 4. *Se déclare pleinement solidaire* du peuple et du Gouvernement mozambicains dans la lutte qu'ils mènent pour préserver leur indépendance et leur souveraineté nationales et prie instamment tous les Etats d'apporter un appui politique, diplomatique et matériel au Mozambique;

« 5. *Condamne en outre vivement* le régime minoritaire raciste de Pretoria pour ses actes de déstabilisation et d'agression armée contre le Lesotho et pour le blocus économique qu'il lui impose et demande instamment à la communauté internationale d'aider le Lesotho, dans toute la mesure du possible, à assumer ses obligations humanitaires internationales à l'égard des réfugiés et d'user de son influence sur le régime raciste pour qu'il cesse de commettre des actes de terrorisme contre le Lesotho;

« 6. *Exige* que le régime raciste d'Afrique du Sud indemnise intégralement l'Angola, le Lesotho et les autres Etats africains indépendants des pertes humaines et matérielles causées par ces actes d'agression;

« 7. *Demande* à la communauté internationale de fournir une assistance aux Etats africains indépendants de la région pour leur permettre de défendre leur souveraineté et leur intégrité territoriale, de parer aux actes hostiles d'agression perpétrés par l'Afrique du Sud et de reconstruire leur économie;

« 8. *Prie instamment* le Conseil de sécurité d'envisager, d'urgence, les moyens d'assurer la paix en Afrique australe. »

25. L'Organisation des Nations Unies a le devoir de veiller à ce que la paix et la sécurité soient maintenues en Afrique australe. Nous demandons donc instamment à tous les membres de l'Assemblée d'apporter leur appui au projet de résolution.

26. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je vais maintenant donner la parole au représentant de la République-Unie de Tanzanie qui va présenter le projet de résolution A/38/L.23 et Corr.1.

27. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) [*interprétation de l'anglais*] : Le projet de résolution A/38/L.23 et Corr.1 traite de la question des sanctions contre l'Afrique du Sud. En le présentant, j'ai le privilège de prendre la parole au nom de ses auteurs.

28. Ce n'est pas la première fois que l'Assemblée envisage l'adoption de mesures disciplinaires à l'encontre du régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud est coupable du crime le plus horrible que l'on puisse imaginer. L'Assemblée a déjà déclaré que l'*apartheid* était un crime contre l'humanité. Le dossier de l'Afrique du Sud à l'extérieur du pays est toujours aussi condamnable. L'agression dont est victime la population noire voisine de l'Afrique du Sud s'est intensifiée, sans parler du fait que la population noire à l'intérieur de l'Afrique du Sud se voit même refuser la citoyenneté de son propre pays. Le projet de résolution, par conséquent, a pour but de souligner combien la communauté internationale est préoccupée de voir que certains Membres de l'Organisation des Nations Unies apportent leur assistance à l'Afrique du Sud. Au Conseil de sécurité, comme nous le savons, les trois membres permanents ont empêché le Conseil d'adopter des sanctions globales contre l'Afrique du Sud aux termes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

29. Tout au long du débat sur ce point, la plupart de ceux qui ont pris la parole ont déploré que certains Etats Membres de l'Organisation continuent d'entretenir des relations commerciales avec le régime raciste. On a exprimé le même genre de préoccupation au sujet de la participation intense d'un grand nombre de sociétés transnationales à la vie économique de l'Afrique du Sud, en violation de nombreuses résolutions de l'Organisation des Nations Unies. C'est pour cette raison que dans le projet de résolution nous avons déploré l'attitude de certains de ses Etats Membres.

30. Les paragraphes du dispositif du projet de résolution ont pour but d'alerter le Conseil de sécurité quant à la situation qui se détériore en Afrique du Sud et devant la menace que représente le Gouvernement sud-africain pour les Etats voisins. Par conséquent, le Conseil est invité à envisager l'adoption de mesures appropriées contre le régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud.

31. Etant donné que la plupart de ceux qui apportent leur aide à l'Afrique du Sud n'ont jamais soutenu l'utilisation de la force contre ce pays, les auteurs du projet de résolution ont la conviction que ces Etats Membres n'auront aucune difficulté à appuyer le texte, dont l'objet est d'obliger l'Afrique du Sud, par des moyens pacifiques, à se conformer aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

32. Dans le même ordre d'idées, les auteurs du projet de résolution, y compris ma propre délégation, sont persuadés qu'il bénéficiera de l'appui écrasant de la communauté internationale.

33. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Nigéria qui souhaite présenter les projets de résolution A/38/L.24 et Add.1 et A/38/L.26 et Corr.1.

34. M. FAFOWORA (Nigéria) [*interprétation de l'anglais*]: Au nom des auteurs, j'ai l'honneur de présenter les projets de résolution A/38/L.24 et Add.1 et A/38/L.26 et Corr.1.

35. La délégation nigériane est particulièrement heureuse de présenter le projet de résolution A/38/L.24 et Add.1 sur le programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*. Le Nigéria est un membre fondateur du Comité spécial, qu'il a eu, pendant plusieurs années, l'honneur de présider. Le Gouvernement et le peuple du Nigéria sont fermement engagés dans la lutte visant à éliminer le crime de l'*apartheid* du continent africain et ils apprécient grandement les travaux du Comité spécial ainsi que les services dévoués du Centre contre l'*apartheid*.

36. Le Comité spécial contre l'*apartheid* a célébré cette année son vingtième anniversaire et il a été grandement encouragé par les hommages nombreux qu'il a reçus de gouvernements, d'organisations et de particuliers, spécialement du peuple opprimé de l'Afrique du Sud et de ses mouvements de libération. Tous les auteurs de ces messages ont félicité le Comité spécial des efforts inlassables déployés dans l'accomplissement de son mandat pour mobiliser les gouvernements et les organisations en vue de prendre des sanctions et autres mesures contre le régime d'*apartheid*, ainsi que pour l'aide apportée au peuple opprimé d'Afrique du Sud, de même que pour avoir mis en particulier l'accent sur la nécessité de favoriser l'action de l'opinion publique mondiale à l'appui des résolutions de l'Organisation des Nations Unies.

37. Nous rappellerons qu'en 1962, lors de la dix-septième session de l'Assemblée générale, de nombreux Etats Membres, y compris tous les Etats occidentaux, ont voté contre la résolution 1761 (XVII) demandant des sanctions contre l'*apartheid* ou se sont abstenus. Aujourd'hui, la majorité écrasante des Etats Membres, y compris la majorité des Etats occidentaux, soutiennent, au moins en principe, l'adoption de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud. Seulement une poignée de puissances occidentales — et il s'agit malheureusement des grandes puissances — continuent de s'opposer à des sanctions contre l'Afrique du Sud.

38. Les efforts persistants du Comité spécial contre l'*apartheid* ont permis l'adoption d'un embargo obligatoire sur les armes contre l'Afrique du Sud. Le Comité spécial a débloqué des fonds destinés à l'assistance, sur le plan humanitaire et sur celui de l'enseignement, au peuple opprimé de l'Afrique du Sud. Ces fonds représentent maintenant annuellement plusieurs millions de dollars à titre de contributions volontaires de la part des Etats Membres. Le Comité spécial a encouragé le boycottage sportif de l'Afrique du Sud, son boycottage culturel, la campagne pour la libération de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques, ainsi que de nombreuses autres campagnes qui ont suscité une réaction universelle des peuples à travers le monde et contribué grandement à la campagne internationale contre l'*apartheid*. Le Comité spécial a également pris des initiatives pour favoriser l'action des syndicats, des associations d'étudiants, des groupes féminins ou religieux.

39. Dans les pays où les gouvernements n'ont pas coopéré à l'adoption de mesures efficaces contre l'*apartheid*, le Comité spécial a encouragé une action par les autorités locales. Nous sommes heureux que des mesures à ces niveaux aient été prises par de nombreux Etats et villes aux Etats-Unis, par de nombreuses villes et autorités locales au Royaume-Uni. Je voudrais exprimer une satisfaction particulière d'apprendre que très bientôt, le 9 janvier 1984, le Grand Londres sera proclamé zone anti-*apartheid*. Le Comité spécial, faisant preuve d'imagi-

nation, a pris bien des mesures à l'appui des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, notamment l'exposition internationale « Art contre l'*apartheid* », qui s'est ouverte à Paris il y a quelques jours et a déjà remporté un vif succès.

40. Le Comité spécial peut être fier de son œuvre et de ses succès, mais il n'est que trop conscient, péniblement conscient, que sa tâche n'est pas accomplie et qu'en fait la situation qui règne en Afrique du Sud est plus grave que jamais. Un plus grand effort de la part de la communauté internationale s'impose.

41. Le Comité spécial a proposé pour 1984, à la lumière de la situation actuelle, un programme de travail réaliste qui mérite l'appui unanime de tous les gouvernements qui sont véritablement engagés à l'élimination de l'*apartheid*.

42. Compte tenu de plusieurs déclarations faites à la Cinquième Commission, je dois dire quelques mots des incidences financières du programme de travail du Comité spécial. Malgré la grave situation qui prévaut en Afrique du Sud et la nécessité d'une plus grande activité du Comité spécial et du Centre contre l'*apartheid*, aucune augmentation — je répète, aucune augmentation — de crédits budgétaires n'a été proposée cette année. Le Comité spécial et le Centre contre l'*apartheid* ont été fort prudents et ont fait preuve du plus grand esprit d'économie dans leur attribution des fonds des Nations Unies. Grâce à leur prudence, ils ont pu recevoir, dans toutes leurs activités, une généreuse coopération de la part de nombreux gouvernements et organisations qui sont authentiquement engagés à œuvrer contre l'*apartheid*. Cependant, nous sommes surpris de constater que quatre délégations ont voté à la Cinquième Commission contre les prévisions budgétaires et que sept autres délégations se sont abstenues. Permettez-moi de répéter que le Comité spécial a été extrêmement prudent dans ses attributions budgétaires. Chaque sou, y compris l'allocation spéciale, est entré en ligne de compte. Si une délégation éprouvait quelque doute à cet égard, elle pourrait contacter le Comité spécial ou le Secrétariat et recevrait à ce sujet des renseignements complets, mais il ne convient pas d'avancer de prétendues considérations budgétaires pour s'opposer à des activités des Nations Unies contre l'*apartheid*.

43. J'ai dit que ma délégation était heureuse de présenter le projet de résolution A/38/L.24 et Add.1. Je ne puis en dire autant du projet de résolution A/38/L.26 et Corr.1 sur la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud. Au cours des trois décennies durant lesquelles les Nations Unies ont examiné la grave situation en Afrique du Sud et malgré les crimes et actes d'agression innombrables du régime d'*apartheid*, la seule mesure de caractère obligatoire prise par le Conseil de sécurité a été l'embargo sur les armes décidé par le Conseil le 4 novembre 1977 dans sa résolution 418 (1977). Cette action a suivi la Déclaration de la Conférence mondiale pour l'action contre l'*apartheid*, tenue à Lagos du 22 au 26 août 1977. Il est choquant de constater que même cet embargo sur les armes — mesure minimale de nature obligatoire — est violé par certains Etats Membres et que divers Etats tolèrent de telles violations par leurs ressortissants et leurs sociétés transnationales.

44. Depuis la résolution du Conseil de sécurité de 1977, le régime sud-africain a accru très sensiblement son budget militaire. Il a pu obtenir un équipement militaire considérable, et même des systèmes d'armes, ainsi qu'une énorme quantité de technologie militaire. Il a été en mesure de multiplier ses actes d'agression contre les Etats voisins et menace maintenant la région entière. Le régime raciste continue même de recevoir une assistance dans le domaine nucléaire, bien qu'il refuse d'adhérer au Traité

sur la non-prolifération des armes nucléaires [*résolution 2373 (XXII), annexe*]. Dans le cas de l'Afrique du Sud, nous rejetons totalement toute distinction entre la coopération nucléaire à des fins militaires et la coopération à des fins pacifiques.

45. Plusieurs gouvernements puissants, lorsqu'on leur a présenté des preuves de la fourniture d'armes à l'Afrique du Sud, ont prétendu qu'il s'agissait de fournitures à double objectif. Selon leur logique, même les bombes peuvent constituer des fournitures civiles étant donné qu'elles peuvent être utilisées pour tuer des moustiques. Plusieurs autres gouvernements, dont certains ont manifesté leur ferme appui à l'embargo sur les armes, n'ont pas fourni aux Nations Unies d'informations complètes sur la violation de cet embargo par leurs ressortissants et n'ont pas sanctionné les coupables qui fournissent en secret et illégalement des armes à l'Afrique du Sud. Le Comité constitué par le Conseil de sécurité en vertu de sa résolution 421 (1977) afin de contrôler l'embargo sur les armes a vu son action paralysée.

46. Ma délégation considère que des mesures urgentes doivent être prises pour assurer le contrôle effectif de l'embargo sur les armes, car toute coopération militaire avec le régime d'*apartheid* est un crime contre l'Afrique et la paix et toute violation de l'embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud sape l'autorité et la crédibilité des Nations Unies.

47. Il ne nous agréé pas de condamner tel ou tel pays. Nous souhaitons que tous les gouvernements, organisations et particuliers — quelles que soient leur idéologie ou autres différences — joignent leurs efforts pour éliminer l'*apartheid*. Mais nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les activités de ceux qui continuent à fournir des armes meurtrières aux criminels de l'*apartheid*. C'est dans ce contexte que ma délégation présente les projets de résolution A/38/L.24 et Add.1 et A/38/L.26 et Corr.1.

48. Le projet de résolution A/38/L.24 et Add.1 a trait au programme de travail du Comité spécial contre l'*apartheid*. Aux termes de ce texte, l'Assemblée félicite le Comité spécial des efforts inlassables qu'il déploie pour promouvoir la campagne internationale contre l'*apartheid* et elle félicite également le Centre contre l'*apartheid* de l'aide qu'il apporte au Comité spécial. Elle approuve le rapport du Comité spécial et prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour permettre au Centre de fournir des services plus efficaces au Comité. Dans le projet de résolution, l'Assemblée autorise le Comité spécial à organiser ou coparrainer des conférences, séminaires ou autres manifestations qu'il juge nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités et décide d'ouvrir au profit du Comité spécial, pour 1984, un crédit spécial de 400 000 dollars pour financer les projets spéciaux dont décidera le Comité en vue de promouvoir la campagne internationale contre l'*apartheid*. Enfin, l'Assemblée prie les gouvernements et les organisations de verser des contributions volontaires ou d'apporter leur aide sous une autre forme aux projets spéciaux du Comité spécial.

49. Le projet de résolution A/38/L.26 et Corr.1 a trait à la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud — question qui revêt une importance sans cesse croissante et qui a des répercussions toujours plus grandes sur la stabilité de la région ainsi que sur la paix et la sécurité internationales. En juillet dernier, le Comité spécial a consacré une conférence, à Vienne, à cette question particulière, dans le cadre de ses efforts pour promouvoir une campagne internationale contre le régime d'*apartheid* [voir A/38/22, par. 63 à 73].

50. Aux termes de ce projet de résolution, l'Assemblée réaffirme ses résolutions relatives à la collaboration

militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud, notamment sa résolution 37/69 D du 9 décembre 1982, et rappelle ses résolutions relatives à la dénucléarisation du continent africain et, notamment, la résolution 418 (1977), qui affirme que l'acquisition par l'Afrique du Sud d'armes et de matériel connexe constitue une menace contre le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Après avoir attiré l'attention sur les rapports du Comité spécial concernant différentes conférences sur l'*apartheid*, y compris la Conférence internationale sur l'alliance entre l'Afrique du Sud et Israël, tenue à Vienne, l'Assemblée générale prie le Conseil de sécurité d'adopter des décisions de caractère obligatoire, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, pour assurer la cessation totale de toute coopération militaire et nucléaire avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Elle condamne les actes de certains Etats Membres qui, malgré la résolution du Conseil de sécurité relative à l'embargo sur les armes, continuent à fournir au régime raciste un énorme arsenal de matériel militaire et la technologie. Enfin, l'Assemblée, aux termes du projet de résolution, demande aux Etats Membres de renforcer l'embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud, d'interdire toute coopération militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher toute collaboration de ce genre avec l'Afrique du Sud.

51. Les projets de résolution que je viens de présenter tiennent compte des préoccupations de l'Assemblée générale et de celles de la communauté internationale en raison de la menace croissante que représente la politique du régime d'*apartheid* pour la paix et la sécurité mondiales. J'espère que ces deux projets de résolution recevront l'appui le plus large.

52. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Jamahiriya arabe libyenne pour qu'il présente les projets de résolution A/38/L.25 et Corr.1 et A/38/L.30 et Add.1.

53. M. TREIKI (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Au nom des Etats auteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/38/L.25 et Corr.1, relatif aux relations entre Israël et l'Afrique du Sud, et le projet de résolution A/38/L.30 et Add.1, relatif à l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud.

54. Le projet de résolution A/38/L.25 et Corr.1 a été élaboré compte tenu du rapport spécial du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22/Add.1] et des discussions qui ont eu lieu au sein de ce comité, ainsi que des informations recueillies sur les relations entre le régime raciste d'Afrique du Sud et l'entité sioniste, en particulier des renseignements fournis à la Conférence internationale sur l'alliance entre l'Afrique du Sud et Israël, tenue à Vienne du 11 au 13 juillet 1983. Le texte est formulé de manière très précise afin de refléter le caractère effectif de la coopération entre ces deux régimes. Cette collaboration a constitué, au cours des dernières années, une véritable alliance contre la majorité noire en Afrique du Sud et contre le peuple de Namibie. Qui plus est, il s'agit d'une alliance contre le continent africain dans son ensemble. Le projet de résolution à l'examen représente une modeste contribution afin de mettre un terme à cette alliance impie et d'appuyer les peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie dans leur lutte pour éliminer la politique d'*apartheid*.

55. Aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale prend acte des déclarations de la Conférence internationale sur l'alliance entre l'Afrique du Sud et Israël et de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Elle considère que cette collaboration constitue un obstacle sérieux à l'action internationale menée pour éliminer l'*apartheid*

et un acte d'hostilité envers le peuple opprimé d'Afrique du Sud et tout le continent africain. Elle condamne énergiquement à nouveau la collaboration croissante qui se poursuit entre Israël et le régime raciste d'Afrique du Sud, surtout dans les domaines militaire et nucléaire. Elle exige qu'Israël renonce et mette fin immédiatement à toutes les formes de collaboration avec l'Afrique du Sud, en particulier dans les domaines militaire et nucléaire, et respecte scrupuleusement les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. En vertu de ce projet de résolution, l'Assemblée générale demande à tous les gouvernements et à toutes les organisations d'exercer leur influence pour persuader Israël de renoncer à cette collaboration; elle prie le Comité spécial contre l'*apartheid* de diffuser, aussi largement que possible, des renseignements sur les relations entre Israël et l'Afrique du Sud, notamment la Déclaration de la Conférence internationale sur l'alliance entre l'Afrique du Sud et Israël. L'Assemblée générale prie le Secrétaire général de fournir, par l'intermédiaire du Département de l'information et du Centre contre l'*apartheid*, toute l'aide possible au Comité spécial pour diffuser des informations concernant la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud.

56. Le deuxième projet de résolution — A/38/L.30 et Add.1 —, relatif à l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud, s'inscrit dans le contexte de l'action mondiale visant à imposer des sanctions globales obligatoires contre le régime d'*apartheid* et la politique que poursuit ce régime qui fait fi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies; ce projet de résolution a été élaboré à la lumière des mesures adoptées jusqu'à ce jour afin de renforcer l'embargo sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud, embargo imposé contre le régime d'*apartheid*. Parmi ces mesures, je dois mentionner la création du Groupe d'experts sur les livraisons de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud. Ce groupe s'est réuni en deux occasions à New York et a présenté un rapport qui sera soumis à l'examen de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. La Jamahiriya arabe libyenne a eu l'honneur de participer à ces réunions.

57. Les auteurs de ce projet de résolution sont convaincus qu'il représente une démarche louable et susceptible de contribuer à affaiblir le régime raciste et à limiter ses actes d'oppression et d'agression contre les pays voisins.

58. Dans le préambule du projet de résolution, l'Assemblée générale se dit convaincue en outre que l'intensification de la répression et la multiplication des actes d'agression commis par l'Afrique du Sud rendent cette mesure impérative. Le projet de résolution condamne les activités des sociétés et autres intérêts qui fournissent clandestinement à l'Afrique du Sud du pétrole provenant de pays qui ont imposé un embargo pétrolier.

59. Au paragraphe 1, l'Assemblée recommande à nouveau au Conseil de sécurité d'envisager d'urgence un embargo obligatoire sur les livraisons de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Au paragraphe 3, l'Assemblée prie tous les Etats intéressés de prendre des mesures efficaces à l'encontre des sociétés et des compagnies de transport pétrolier qui participent à l'approvisionnement illicite de l'Afrique du Sud en pétrole. Au paragraphe 6, l'Assemblée renouvelle son autorisation au Secrétaire général d'organiser, en consultation avec le Comité spécial et en tenant compte des conclusions formulées lors des réunions des représentants permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies des pays producteurs et exportateurs de pétrole qui se sont engagés à imposer un embargo sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud, une conférence internationale sur un embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud

qui envisagerait les dispositions à prendre aux niveaux national et international pour assurer l'application des embargos imposés ou des politiques déclarées par les pays producteurs et exportateurs de pétrole en ce qui concerne les livraisons de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud.

60. L'adoption des deux projets de résolution servirait à réaffirmer l'engagement de la communauté internationale à l'égard des problèmes relatifs à la liberté, la justice et la paix. En terminant, je voudrais, au nom des auteurs des deux projets de résolution, exprimer l'espoir qu'ils seront tous deux adoptés à une majorité écrasante et que tous les Etats membres appuieront leur mise en œuvre.

61. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Norvège qui souhaite présenter le projet de résolution A/38/L.27 et Add.1.

62. M. KOLBY (Norvège) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom des auteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/38/L.27 et Add.1. Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud a été établi en 1965 pour offrir une assistance juridique et autre aux personnes persécutées en vertu d'une législation répressive et discriminatoire en Afrique du Sud, ainsi que pour aider les familles de ces personnes. Depuis sa création, le Fonds a apporté une assistance importante aux nombreuses victimes du système d'*apartheid*. La communauté internationale a répondu de manière positive à la nécessité croissante d'une telle assistance. Toutefois, il existe un besoin continu de contributions, et nous voulons lancer un appel à tous les Etats Membres leur demandant de contribuer au Fonds. Les auteurs espèrent que l'Assemblée exprimera encore une fois sa solidarité avec les victimes de l'*apartheid* en adoptant à l'unanimité ce projet de résolution.

63. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède qui souhaite présenter le projet de résolution A/38/L.28 et Add.1.

64. Mme SÖDER (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom des auteurs, ma délégation a l'honneur de présenter le projet de résolution A/38/L.28 et Add.1, sur les investissements en Afrique du Sud.

65. Au cours des sessions précédentes, l'Assemblée générale a adopté à une majorité croissante des résolutions priant instamment le Conseil de sécurité d'envisager des mesures pour mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud en tant que sanctions économiques visant à faire pression sur le Gouvernement sud-africain pour qu'il élimine son système d'*apartheid*. La nécessité de nouvelles sanctions concrètes contre l'Afrique du Sud a également été soulignée avec l'appui d'un grand nombre de pays dans le cadre de conférences gouvernementales internationales et de réunions d'organisations non gouvernementales et de mouvements contre l'*apartheid* dans le monde entier. Dans ce contexte, il faut mentionner le document final de la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, qui s'est tenue à Paris du 25 au 29 avril 1983³. Toutefois, nous notons avec regret que le Conseil de sécurité, tout en étant saisi de la question de l'Afrique du Sud, n'a pas encore pris de mesures pour mettre un terme à de nouveaux investissements étrangers en Afrique du Sud et à de nouveaux prêts financiers à ce pays.

66. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 37/69 H, les raisons qui motivent de telles mesures sont devenues encore plus pressantes. Une diminution des entrées de capitaux aux fins d'investissements

et autres en Afrique du Sud constituerait un moyen efficace pour faire pression sur le régime sud-africain pour qu'il modifie sa politique raciale et agressive. Entre autres choses, cela rendrait plus difficile à ce pays de financer son arsenal militaire et nucléaire de plus en plus coûteux. Les auteurs du projet de résolution pensent donc qu'il est urgent d'accroître les efforts pour arrêter le flux des ressources vers l'Afrique du Sud aux fins d'investissements.

67. Certains pays pourront trouver que la portée du projet de résolution est trop limitée. Toutefois, comme cela a été le cas au cours des années précédentes, les auteurs ont libellé le dispositif du projet de résolution de telle sorte qu'il soit possible à un grand nombre de pays de voter pour ce texte. L'appui le plus large possible en faveur d'une telle action serait une indication claire à l'Afrique du Sud que la communauté internationale dans son ensemble s'oppose résolument à sa politique d'*apartheid*.

68. Le projet de résolution devrait être considéré comme un élément des efforts communs internationaux à une large échelle visant à mettre fin à la politique d'*apartheid*, et c'est dans cet esprit que nous proposons qu'il soit adopté par l'Assemblée.

69. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Barbade qui souhaite présenter le projet de résolution A/38/L.31 et Add.1.

70. M. MAYCOCK (Barbade) [*interprétation de l'anglais*] : Au nom des auteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/38/L.31 et Add.1 sur l'*apartheid* dans les sports. Les membres du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports espèrent, comme les auteurs du projet de résolution, que les travaux du Comité spécial seront achevés l'année prochaine. Le seul point important non encore résolu est la question du principe de la tierce partie, c'est-à-dire ce qu'il convient de faire à l'égard des pays, organisations sportives, équipes et athlètes qui persistent à violer le boycottage de l'*apartheid* dans les sports.

71. En 1983, nous étions sur le point de trouver une base acceptable de solution de cette question difficile et délicate. L'année 1984 devrait permettre à ceux d'entre nous qui souhaitent véritablement la conclusion d'une convention efficace d'aplanir leurs divergences et de parvenir à une solution acceptable. Il serait particulièrement approprié que le projet de convention, qui devrait consacrer le principe olympique de la non-discrimination dans les sports, soit complété au cours d'une année olympique, année au cours de laquelle les Jeux se tiendront sur ce continent-ci.

72. Le projet de résolution a été élaboré en gardant ces objectifs à l'esprit. Après avoir mentionné le rapport du Comité spécial dans le seul alinéa du préambule du projet de résolution, l'Assemblée générale, au paragraphe 1, prévoit de renouveler le mandat du Comité spécial et l'autorise à poursuivre ses consultations avec les représentants des gouvernements et des organisations concernés et avec des experts en matière d'*apartheid* dans les sports, afin de s'acquitter de son mandat. Au paragraphe 2, l'Assemblée prie le Comité spécial de poursuivre ses travaux afin de présenter le projet de convention à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session.

73. Au nom des auteurs, je recommande à l'Assemblée le projet de résolution pour adoption.

74. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de l'Ouganda, qui souhaite présenter un amendement au projet de résolution A/38/L.22 et Add.1.

75. M. BIGOMBE (Ouganda) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais, au nom des auteurs du projet de résolution A/38/L.22 et Add.1, apporter un léger amendement au texte, qui devrait dissiper certaines des craintes manifestées par quelques délégations. Le paragraphe 3 devrait être révisé de manière à se lire comme suit :

« Appuie sans réserve le droit du Gouvernement angolais de prendre des mesures en application de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies pour garantir et sauvegarder l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de l'Angola; ».

76. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote sur les 11 projets de résolution ou sur n'importe lequel d'entre eux. Les représentants auront également l'occasion d'expliquer leur vote après que l'Assemblée aura voté sur tous les projets de résolution. Je voudrais rappeler aux membres de l'Assemblée que, conformément à l'article 88 du règlement intérieur :

« Le Président ne peut pas autoriser l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote sur sa proposition ou sur son amendement. »

77. M. MANOLATOS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*] : Je suis heureux de pouvoir prendre la parole au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne. Tout le système d'*apartheid* doit être éliminé et céder la place à un système fondé sur une démocratie véritablement représentative. Les Dix sont convaincus que les Nations Unies ont un rôle d'importance capitale à jouer dans les efforts visant à éliminer le système inhumain de l'*apartheid*.

78. Le débat sur ce point a montré que l'Assemblée était unanime dans son opposition à l'*apartheid*. Cela étant, les Dix pensent qu'il aurait fallu s'efforcer davantage, dans les projets de résolution dont nous sommes saisis, de manifester le rejet total de l'*apartheid* par l'Assemblée, d'une façon qui aurait pu être appuyée par tous. Ils regrettent une fois de plus que des éléments susceptibles de créer des divisions aient été introduits dans certains projets de résolution.

79. Les Dix continuent de penser que, conformément à la Charte des Nations Unies, la répartition des compétences entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité doit être respectée.

80. Les Dix viennent à réaffirmer leur attachement au principe d'universalité de l'Organisation des Nations Unies. Les institutions spécialisées devraient également conserver leur caractère universel, et leur statut devrait être pris en considération.

81. Les Dix pensent que l'opposition à l'*apartheid* n'est pas une lutte contre une situation coloniale. Elle vise à établir une société fondée sur les principes de la démocratie et de la justice sociale, indépendamment de la race ou de la couleur.

82. Les Dix ont condamné l'usage de la violence, d'où qu'elle vienne, pour résoudre les problèmes de l'Afrique australe, y compris la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats voisins de l'Afrique du Sud. Ils sont profondément préoccupés par la détresse des réfugiés qui ont été obligés de quitter l'Afrique du Sud.

Mme Jones (Libéria), vice-présidente, prend la présidence.

83. La position des 10 Etats membres de la Communauté européenne à l'égard de l'appui donné à la lutte armée par l'Assemblée générale, aux termes de ses résolutions, est bien connue. Les Dix sont conscients du fait que la poursuite de la politique d'*apartheid* en Afrique

du Sud amène de nombreux Etats à penser que seule la lutte armée pourra y mettre fin. Toutefois, les Dix sont convaincus que les Nations Unies ont, en premier lieu, l'obligation d'encourager des solutions pacifiques.

84. Les Dix n'appuient pas les demandes visant à la cessation de toutes relations avec l'Afrique du Sud. Ils pensent que les voies de communication existantes doivent être utilisées pour permettre une libre expression des vues sur toutes les questions politiques, sociales et économiques intéressant le peuple sud-africain.

85. Les Dix demeurent attachés à l'idéal olympique de la non-discrimination et rejettent toute forme d'*apartheid* dans les sports. Ils doivent, cependant, indiquer que les manifestations sportives sont organisées dans leurs pays à titre privé. Les organisations sportives de ces pays savent que leur gouvernement s'oppose aux rencontres sportives ayant lieu en violation de l'idéal olympique. Les Gouvernements des Dix continueront fermement de décourager les rencontres sportives impliquant la notion de discrimination raciale.

86. Les Dix rejettent toutes attaques arbitraires et injustifiées contre les Etats Membres.

87. Les Dix regrettent que, pour ces raisons, il ne leur soit pas possible d'appuyer tous les projets de résolution relatifs à la question dont l'Assemblée est saisie. Les Dix réaffirment qu'ils s'engagent à poursuivre leurs efforts visant à mettre fin au système odieux d'*apartheid* en Afrique du Sud.

88. M. van der STOEL (Pays-Bas) [*interprétation de l'anglais*]: Le Gouvernement des Pays-Bas condamne sans équivoque la pratique institutionnalisée de la ségrégation raciale en Afrique du Sud. A maintes reprises, mon gouvernement a demandé aux autorités sud-africaines de renoncer à leur politique d'*apartheid* et de permettre la création d'une société démocratique au sein de laquelle aucune distinction ne serait faite pour des raisons de race, de couleur, de sexe ou de croyance. Il y a à peine quelques jours de cela, les Pays-Bas ont demandé au Gouvernement sud-africain de renoncer à réinstaller par la force les habitants noirs du village de Mogopa. C'est le cas le plus récent d'application d'une politique impitoyable dans le but de priver la majorité noire de ses droits de l'homme les plus élémentaires.

89. Le débat de cette année sur l'*apartheid* a permis à la communauté internationale de dire, une fois de plus, qu'elle exècre la politique raciale du Gouvernement sud-africain. En fait, tous les Etats Membres de l'Organisation qui ont pris la parole ont été unanimes à condamner l'*apartheid*. On pouvait s'attendre à ce que cette condamnation se traduise par l'adoption, par l'Assemblée générale, de mesures concrètes, sur la base du consensus. Nous déplorons qu'il n'en soit pas ainsi. Il faut continuer à mettre l'accent sur les moyens d'éliminer l'*apartheid* à jamais. Se livrer à des récriminations réciproques ne servira pas cette cause.

90. Avec ses partenaires de la Communauté européenne, les Pays-Bas ont défini un certain nombre de principes sur lesquels se fonde notre vote sur l'*apartheid*. Le représentant permanent de la Grèce les a énumérés dans la déclaration qu'il a faite au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne. Ces principes souligneront pourquoi ma délégation votera contre le projet de résolution A/38/L.20. Les accusations fréquentes lancées contre des Etats amis, l'appui de la lutte armée, la demande de sanctions obligatoires globales et l'isolement de l'Afrique du Sud ne correspondent pas à la politique de mon gouvernement. Nous ne reconnaissons pas non plus que le mouvement de libération nationale de l'Afrique du Sud est le représentant authentique du peuple. Nous

ne pensons pas que la situation en Afrique du Sud soit une situation coloniale. Toutefois, les Pays-Bas appuient les efforts de l'African National Congress d'Afrique du Sud et du Pan Africanist Congress of Azania en tant que mouvements anti-*apartheid*. Nous formulons également des réserves en ce qui concerne l'octroi du statut de prisonnier de guerre aux termes des Conventions de Genève du 12 août 1949⁴ et du Protocole additionnel I⁵.

91. Un certain nombre de considérations analogues poussent mon gouvernement à voter contre le projet de résolution A/38/L.23. Comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer au cours du débat [70^e séance], mon gouvernement poursuit un double objectif. D'une part, nous cherchons à renforcer les pressions économiques et politiques dont le Gouvernement sud-africain est l'objet. Dans le cadre de cette politique, les Pays-Bas n'excluent pas la possibilité de prendre de nouvelles mesures unilatérales. D'autre part, nous essayons de maintenir ouvertes ces voies de communication permettant d'établir et d'entretenir des relations afin de stimuler les forces du changement pacifique en Afrique du Sud. Cet objectif ne permet pas le genre de mesures proposées dans le projet de résolution A/38/L.23. Des sanctions globales, nous le craignons, ne feront qu'exacerber les tensions, susciteront un accroissement des épreuves de la population locale et causeront des dommages aux pays voisins. C'est également pour cette raison que les Pays-Bas ont eu à formuler des réserves au sujet de la Déclaration de Paris sur des sanctions contre l'Afrique du Sud⁶. Au sujet de l'énumération de mesures sélectives et obligatoires figurant au paragraphe 1 du projet de résolution, je tiens à dire que ces mesures représentent, dans leur ensemble, un domaine important au sujet duquel des pressions accrues pourront être exercées sur le Gouvernement sud-africain. J'y reviendrai au cours de cette déclaration.

92. Un autre cadre s'offre à nous avec le Programme d'action contre l'*apartheid*, adopté par le Comité spécial contre l'*apartheid* le 25 octobre 1983 [A/38/539]. Dans le projet de résolution A/38/L.21, il est demandé que des mesures efficaces inspirées du Programme d'action soient prises et il est reconnu que des contributions importantes peuvent être apportées à cet égard par des organisations non gouvernementales et des particuliers. Le Gouvernement des Pays-Bas estime que sa politique est conforme à ce projet de résolution. Au lieu de voter contre ce texte, en raison des formules inacceptables pour nous figurant dans le Programme d'action, formules auxquelles j'ai déjà fait allusion, nous nous abstiendrons donc lors du vote sur ce projet de résolution.

93. J'en arrive maintenant aux projets de résolution consacrés à des mesures sélectives contre l'Afrique du Sud. Nous regrettons de ne pouvoir voter pour le projet de résolution A/38/L.26, concernant la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud. Dans l'application de sa politique anti-*apartheid*, mon gouvernement attache la plus grande importance à la stricte application de l'embargo obligatoire sur les armes en vertu de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité et appuie toute mesure tendant à empêcher l'Afrique du Sud d'acquérir toute capacité nucléaire dans le domaine militaire. Les Pays-Bas feront tous les efforts possibles pour renforcer et étendre l'embargo sur les armes, notamment en adoptant une mesure interdisant obligatoirement toute importation de matériel militaire ou de pièces détachées en provenance de l'Afrique du Sud, comme proposé également dans l'alinéa c du paragraphe 1 du projet de résolution A/38/L.23. Mais au lieu de demander la cessation de toute coopération nucléaire avec l'Afrique du Sud, mon gouvernement aurait préféré qu'un appel soit lancé à l'Afrique du Sud lui demandant d'adhérer au Traité

sur la non-prolifération des armes nucléaires [*résolution 2373 (XXII), annexe*] ou, à la place, d'accepter que toutes ses activités nucléaires soient placées sous le système des garanties générales. Dans ce contexte, le paragraphe 3 du projet de résolution A/38/L.26 est, à notre avis, injustifié, car les installations nucléaires en question sont surveillées par l'AIEA. Je voudrais également faire remarquer que le Comité créé en application de la résolution 421 (1977) du Conseil de sécurité a toute compétence pour déterminer si des violations de l'embargo se sont produites. Les activités de ce comité devraient être relancées.

94. Les Pays-Bas appuient les projets de résolution sur les investissements — A/38/L.28 — et sur l'embargo pétrolier — A/38/L.30. Les mesures prises par le Conseil de sécurité dans ce domaine sont également mentionnées aux alinéas *e* et *f* du paragraphe 1 du projet de résolution A/38/L.23. En consultation avec les organisations d'employeurs et les syndicats, mon gouvernement a l'intention d'envisager par quels moyens on pourrait influencer, de la manière la plus efficace possible, les sociétés néerlandaises qui investissent en Afrique du Sud. En ce qui concerne l'embargo pétrolier, notre vote positif sur le projet de résolution A/38/L.30 est, entre autres choses, inspiré par la recommandation faite au paragraphe 1 au Conseil de sécurité d'envisager des sanctions obligatoires dans ce domaine. Je voudrais également réaffirmer que mon gouvernement appuie les pays producteurs et exportateurs de pétrole qui sont déterminés à appliquer volontairement un embargo sur leurs livraisons à destination de l'Afrique du Sud. Nous espérons que leurs consultations aboutiront à des recommandations pratiques acceptables pour tous. Mais il devrait également être clair que la fourniture de pétrole à l'Afrique du Sud, pour regrettable qu'elle soit, ne peut être qualifiée d'illicite ni de clandestine aussi longtemps qu'elle n'est pas interdite par le Conseil de sécurité. Cette remarque vise également le paragraphe 3 du projet de résolution A/38/L.23.

95. Ma délégation votera pour le projet de résolution A/38/L.22, en dépit de l'avis formulé au huitième alinéa du préambule de ce projet de résolution. L'avis de mon gouvernement au sujet du prétendu problème du couplage a été présenté en détail lors de l'examen de la question de Namibie [79^e séance]. Mais nous apprécions l'amélioration apportée au libellé du paragraphe 3 du projet de résolution. Nous voterons également pour le projet de résolution A/38/L.24, bien que nous ayons certaines réserves quant au rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*.

96. Enfin, les Pays-Bas s'abstiendront une fois de plus lors du vote sur le projet de résolution concernant l'*apartheid* dans les sports — A/38/L.31. En imposant des visas, mon gouvernement est actuellement en mesure de restreindre, notamment, l'admission de sportifs sud-africains qui souhaitent participer aux événements sportifs de notre pays. Mais la convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports qui est proposée porte atteinte à certaines libertés constitutionnellement garanties et ne peut par conséquent être acceptée par les Pays-Bas.

97. M. McDONAGH (Irlande) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation irlandaise a exprimé sa condamnation de l'*apartheid* dans sa déclaration du 18 novembre [62^e séance]. Conformément au point de vue énoncé dans cette déclaration, la délégation irlandaise se propose de voter en faveur de 6 des 11 projets de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui. Nous avons le plaisir d'être coauteur de deux d'entre eux. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de voter en faveur des autres projets de résolution étant donné qu'ils contiennent des formules et des idées qui ne sont pas conformes à

l'attitude de mon gouvernement vis-à-vis de la question d'*apartheid*. Nous sommes donc obligés de nous abstenir sur quatre des projets de résolution dont nous sommes saisis et de voter contre l'un d'entre eux. Je voudrais dire que nous partageons les réserves des Etats membres de la Communauté européenne présentées par le représentant de la Grèce dans la déclaration qu'il a faite au nom des 10 membres de la Communauté.

98. Je parlerai d'abord des projets de résolution que nous allons appuyer. Ma délégation appuiera le projet de résolution A/38/L.22. La situation dangereuse qui se fait jour en Afrique australe et les conséquences qu'elle peut avoir pour la paix et la sécurité internationales nous préoccupent. Nous déplorons la poursuite des actes d'agression de l'Afrique du Sud contre ses voisins, en violation constante des principes de la Charte des Nations Unies et des normes fondamentales de conduite internationale. Nous appuyons cependant ce projet de résolution avec certaines réserves à propos du libellé du huitième alinéa du préambule.

99. Nous voterons également en faveur du projet A/38/L.24. Toutefois, notre attitude vis-à-vis des recommandations figurant au rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* doit être comprise comme conforme à la politique générale de mon gouvernement sur l'*apartheid*, telle qu'elle a été définie dans cette déclaration et d'autres déclarations antérieures.

100. L'Irlande appuiera le projet de résolution A/38/L.27. Nous avons le sentiment qu'il est important de promouvoir l'assistance humanitaire et juridique accordée à ceux qui souffrent de la législation discriminatoire de l'Afrique du Sud et de porter assistance à leurs familles et aux réfugiés en provenance d'Afrique du Sud.

101. La politique de mon gouvernement vis-à-vis de l'*apartheid* se fonde sur la conviction que, si l'on veut une évolution pacifique en Afrique du Sud, des changements fondamentaux sont nécessaires sans retard. Nous sommes convaincus que la communauté internationale a un rôle vital à jouer en choisissant et en mettant en œuvre de façon collective des mesures contre le Gouvernement sud-africain, mesures efficaces pour faire pression sur ce gouvernement afin qu'il abandonne sa politique d'*apartheid*. Par conséquent, nous appuierons deux des projets de résolution traitant des sanctions. Nous appuierons le projet de résolution A/38/L.28, qui prie de nouveau instamment le Conseil de sécurité de prendre des mesures efficaces pour mettre un terme à de nouveaux investissements en Afrique du Sud et à de nouveaux prêts financiers à ce pays. Nous voterons également en faveur du projet de résolution A/38/L.30. Nous appuyons l'idée que le Conseil de sécurité envisage un embargo sur les livraisons de pétrole. Toutefois, nous émettons des réserves à propos des dispositions du projet de résolution, notamment celles contenues dans les paragraphes 2 et 3, qui semblent préjuger l'examen de cette question par le Conseil.

102. Ma délégation votera en faveur du projet de résolution A/38/L.31, qui prie le Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports de poursuivre ses travaux afin de présenter le projet de convention à l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session. Naturellement, nous examinerons avec intérêt les dispositions de ce projet de convention. Nous espérons que celles-ci ne soulèveront pas de problèmes juridiques ou constitutionnels pour mon gouvernement.

103. Je me tourne maintenant vers les projets de résolution à propos desquels ma délégation s'abstiendra. Nous nous abstiendrons sur le projet A/38/L.20. En prenant cette décision, nous avons, comme d'habitude, fait le bilan des éléments positifs du projet de résolution et

de ceux que nous considérons inappropriés, en particulier l'approbation explicite de la lutte armée, l'appel en faveur de sanctions globales et obligatoires et la condamnation et la mention arbitraire de certains Etats dans le préambule et certains paragraphes du dispositif du projet de résolution. Nous espérons qu'à la prochaine session de l'Assemblée la résolution générale sur la situation en Afrique du Sud sera rédigée de telle sorte qu'elle pourra rallier le plus grand nombre possible de suffrages au sein de l'Organisation des Nations Unies.

104. Ma délégation s'abstiendra sur le projet A/38/L.21. Tout en nous associant à de nombreux aspects du Programme d'action contre l'*apartheid*, nous serons malheureusement obligés de nous abstenir étant donné certaines propositions inappropriées figurant dans le Programme, notamment celles qui pourraient poser des problèmes juridiques ou constitutionnels à mon gouvernement et celles qui ne tiennent pas compte du statut des institutions spécialisées ou qui visent de façon spécifique certains membres permanents du Conseil de sécurité.

105. Nous nous abstiendrons sur le projet A/38/L.23. Comme nous l'avons déjà dit, l'Irlande appuie l'application par le Conseil de sécurité de certaines mesures sélectives contre l'Afrique du Sud et nous aurions pu appuyer plusieurs des mesures spécifiques énumérées au paragraphe 1 de ce projet qui sont conformes à la politique de sanctions que nous préconisons. Toutefois, nous avons des doutes quant à la sagesse des appels en faveur des sanctions globales à ce stade. Nous continuons de penser que la communauté internationale devrait suivre une politique de pressions constantes et progressives en faveur d'un changement, cela par des mesures, des sanctions choisies, sélectives appliquées correctement par tous.

106. Comme par le passé, ma délégation aurait souhaité voter en faveur d'un projet de résolution demandant qu'il soit mis fin à la collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud. Toutefois, nous sommes obligés, à contre-cœur, de nous abstenir sur le projet A/38/L.26, car il critique de façon injuste, sélective et arbitraire un certain nombre d'Etats.

107. L'Irlande, comme les années précédentes, votera contre le projet de résolution sur les relations entre Israël et l'Afrique du Sud. A notre avis, le projet de résolution A/38/L.25 condamne de façon sélective et inappropriée un Etat membre de l'Assemblée.

108. M. MONTEIRO (Portugal) : L'opposition à toute forme de racisme ou de discrimination raciale et le rejet des principes inhérents à la constitution d'une société fondée sur l'inégalité raciale constituent la base même de la position portugaise face à la question de l'*apartheid*.

109. Ma délégation a toujours réitéré, au cours des travaux de cette session de l'Assemblée générale, son appui à toute initiative destinée à promouvoir les modifications structurelles nécessaires à la création d'un ordre social sud-africain juste et véritablement démocratique, susceptible d'éliminer les tensions créées par le système répressif d'*apartheid*. Ma délégation croit en effet que de simples modifications du système sont insuffisantes et que des changements fondamentaux en Afrique du Sud ne sont pas seulement nécessaires mais aussi inévitables. C'est d'ailleurs dans ce sens que s'est prononcé, il y a quelques semaines [56^e séance], le représentant du Portugal quand, à propos du problème qui nous occupe, il a déclaré que le Portugal ne peut pas donner son appui à de prétendues solutions partiales qui essaieraient en vain d'éluder un problème global de portée humaine indéniable.

110. Ma délégation a aussi maintes fois manifesté sa conviction que le changement en Afrique du Sud doit

être pacifique et qu'à cette fin il faut préserver les voies de communications susceptibles de faciliter des initiatives politiques constructives. Les appels au recours à la force et à l'isolement total de l'Afrique du Sud ne semblent donc pas en mesure de contribuer à l'établissement du consensus qui doit être à la base d'une pression internationale efficace pour que la majorité de la population sud-africaine puisse exercer intégralement ses droits légitimes.

111. Fidèle à ces principes essentiels, ma délégation ne changera pas substantiellement sa position lors du vote, position qu'elle a si souvent affirmée devant l'Assemblée. Elle ne pourra pas, ainsi, donner son appui à certains aspects de violence verbale, à des références discriminatoires et à des imprécisions de langage contenus dans les projets de résolution A/38/L.20, L.23 et L.26.

112. D'autre part, elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/38/L.21, tout en rappelant que le Programme d'action contre l'*apartheid* contient des formulations que ma délégation considère inacceptables, compte tenu des principes que j'ai mentionnés ci-dessus. Elle s'abstiendra aussi lors du vote sur les projets de résolution A/38/L.25 et L.30.

113. Malgré quelques réserves suscitées par certains aspects du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, ma délégation votera en faveur du projet de résolution A/38/L.24. Elle appuiera aussi les projets de résolution A/38/L.27, L.28 et L.31, qu'elle considère aptes à contribuer, d'une façon équilibrée, à l'élimination du système intolérable de l'*apartheid*.

114. Ma délégation tient d'ailleurs à réaffirmer sa solidarité traditionnelle avec les peuples de l'Angola et du Mozambique, principales victimes de la situation d'instabilité et de tension qui prévaut en Afrique australe. Le Portugal reste profondément engagé à l'égard des efforts visant à rechercher une solution aux problèmes qui mettent en danger le développement pacifique d'une région à laquelle mon pays est si profondément attaché par des liens historiques et culturels. Dans ce contexte, et tout en formulant une réserve sur le dernier alinéa du préambule, ma délégation votera pour le projet de résolution A/38/L.22, pour autant qu'il en découle l'affirmation du droit universellement reconnu à tous les peuples de prendre les mesures nécessaires à la défense de leur souveraineté et de leur indépendance nationale.

115. Ma délégation espère que le réalisme et la modération ne manqueront pas de conduire à l'établissement d'une solution durable, juste et pacifique des problèmes qui pèsent sur l'Afrique australe, et ce tout en tenant compte des souhaits et des droits légitimes de ceux qui y habitent, afin qu'ils puissent se consacrer librement et dignement aux efforts de développement et au progrès auxquels ils aspirent.

116. M. ALI (Singapour) [interprétation de l'anglais] : Le Gouvernement de Singapour a toujours déclaré son horreur de la politique de discrimination raciale et n'a jamais cessé de condamner la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Ma délégation l'a fait au cours du débat de cette année sur ce point de l'ordre du jour [69^e séance] et elle appuiera les projets de résolution dont l'Assemblée est saisie.

117. Toutefois, ma délégation doit dire qu'elle regrette la pratique de condamnation sélective de certains Etats, qui sont mentionnés nommément, pratique qui s'est glissée dans les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et qui, à notre avis, ne contribue en rien à aider la cause que nous épousons. Nous tenons donc à dire que nous émettons des réserves au sujet des paragraphes des projets de résolution où se trouvent de telles condamnations sélectives.

118. M. WOOLCOTT (Australie) [*interprétation de l'anglais*]: La délégation australienne s'est réjouie de noter qu'au cours du débat consacré à ce point un certain nombre de délégations africaines ont félicité le Gouvernement australien pour les changements récemment annoncés dans sa politique vis-à-vis de l'Afrique du Sud, notamment dans le domaine des contacts sportifs. Ces changements ont été énoncés dans la déclaration que j'ai faite au cours du débat sur ce point [62^e séance]. La politique que j'ai énoncée, et pour laquelle nous avons été félicités, indique que le Gouvernement australien est déterminé à faire tout ce qu'il peut sur le plan pratique pour contribuer à l'élimination du système d'*apartheid*. Nous préférons ce genre de mesures pratiques à la rhétorique excessive qui, en soi, ne contribue pas à mettre fin au système d'*apartheid*.

119. Pour ces raisons, ma délégation est déçue de n'être en mesure d'appuyer que cinq des onze projets de résolution, tout comme pour la résolution déjà adoptée, au titre de ce point [résolution 38/11], sur les prétendus changements constitutionnels en Afrique du Sud. Cet appui ne reflète pas notre politique mais tient plutôt aux projets de résolution eux-mêmes. Ce qui préoccupe particulièrement ma délégation dans l'examen de ce point, c'est que l'on ne s'est guère donné la peine d'engager des consultations sur la rédaction.

120. L'Australie appuie pleinement l'idée générale qui est contenue dans le projet de résolution A/38/L.22 et votera en sa faveur. Nos déclarations publiques passées, lorsque des Etats voisins ont été attaqués, indiquent que le projet de résolution contient des dispositions que nous approuvons sans réserve. Mais avant d'être amendé, il contenait des dispositions que nous aurions eu des difficultés à adopter, même si elles ne touchent pas à l'essentiel du projet de résolution.

121. Nous sommes opposés, comme un certain nombre d'autres délégations, au fait que l'on mentionne des Etats par leur nom, notamment dans des cas où l'on accuse ces Etats de faits qui ne sont pas prouvés ou qui ont été catégoriquement démentis. Dans ce contexte, nous aurions préféré un libellé différent au dernier alinéa du préambule du projet A/38/L.22, bien que nous ayons l'intention de voter en sa faveur. C'est sur le régime de l'*apartheid* lui-même que nous faisons porter la responsabilité de la résistance armée qui s'élargit de plus en plus à l'intérieur de l'Afrique du Sud, et nous comprenons les frustrations qui ont conduit à une telle résistance. Cependant, le Gouvernement australien ne peut appuyer l'idée de lutte armée.

122. Beaucoup de projets de résolution dont nous sommes saisis contiennent des termes excessifs — j'en ai parlé précédemment — qui, à notre avis, ne contribuent en rien à éliminer l'*apartheid*. Nous pensons que les projets de résolution qui contiennent des termes de ce genre sont beaucoup moins efficaces.

123. Nous considérons que certains des projets de résolution contiennent des dispositions qui vont au-delà de la division des responsabilités prévue dans la Charte des Nations Unies.

124. La lutte contre l'*apartheid* doit se poursuivre, mais ma délégation espère qu'à l'avenir l'Assemblée générale sera saisie de projets de résolution plus équilibrés.

125. M. CHETTY (Sri Lanka) [*interprétation de l'anglais*]: Sri Lanka votera pour tous les 11 projets de résolution: A/38/L.20 à L.28, L.30 et L.31. Nous sommes également heureux d'être parmi les auteurs des projets de résolution A/38/L.27, L.28 et L.31.

126. Fidèle à la position de Sri Lanka, nous aurions toutefois préféré que les projets de résolution A/38/L.20,

L.22, L.23 et L.26 évitent de condamner nommément des pays avec lesquels nous avons des relations diplomatiques. Sri Lanka a déjà pris la parole lors du débat sur ce point [61^e séance] et a réaffirmé son engagement sans équivoque à l'égard de la lutte contre l'*apartheid*.

127. M. HARLAND (Nouvelle-Zélande) [*interprétation de l'anglais*]: La Nouvelle-Zélande s'oppose totalement à l'*apartheid*. Comme je l'ai dit au cours du débat général sur ce point [62^e séance], nous considérons que l'*apartheid* est un système injuste et inhumain et nous voulons qu'il y soit mis fin. Beaucoup de pays ont des gouvernements oppresseurs, mais seule l'Afrique du Sud a légalisé la discrimination raciale et en a fait le fondement de son ordre social.

128. Maintenant, au lieu de démanteler ce système, le Gouvernement sud-africain est en train de modifier la constitution du pays, de façon à accroître encore la discrimination raciale. La Nouvelle-Zélande a appuyé la résolution 38/11 de l'Assemblée générale, adoptée le 15 novembre, qui déclarait que les propositions constitutionnelles de l'Afrique du Sud étaient contraires aux principes de la Charte des Nations Unies.

129. La Nouvelle-Zélande est disposée à coopérer avec d'autres pays pour mettre au point une méthode susceptible de mettre fin au système d'*apartheid* d'une façon qui permettra à une société multiraciale fondée sur l'égalité, la non-discrimination et le respect mutuel de se développer. Les mesures prises à cette fin ne pourront être efficaces que si elles sont viables et peuvent être acceptées et appliquées par tous les pays directement intéressés. Malheureusement, cette optique n'est pas reflétée dans tous les projets de résolution dont nous sommes maintenant saisis. La tendance croissante qui consiste à critiquer nommément certains pays et à faire des affirmations extravagantes quant à leur politique, allant même jusqu'à sous-entendre que ce sont ces pays plutôt que l'Afrique du Sud qui sont responsables de l'*apartheid*, limite l'efficacité des projets de résolution en question et pourrait même aller à l'encontre du but recherché. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande n'est pas en mesure d'appuyer plusieurs des propositions dont nous sommes saisis.

130. En ce qui concerne le projet de résolution A/38/L.21, ma délégation devra s'abstenir. Bien que dans le Programme d'action contre l'*apartheid* il y ait beaucoup d'éléments que nous appuyons, mon gouvernement ne peut accepter les appels en faveur d'actions législatives et autres qui figurent dans certaines de ses parties.

131. De même, nous avons des réserves à propos de certains des aspects du projet de résolution A/38/L.24, mais, pour montrer notre appui aux objectifs des travaux du Comité spécial contre l'*apartheid*, nous voterons pour ce projet de résolution.

132. La Nouvelle-Zélande continuera de démontrer son opposition à l'*apartheid* de façon pratique. Nous fournissons des contributions aux différents fonds d'affectation spéciale pour aider les victimes de l'*apartheid* et nous appuierons le projet de résolution A/38/L.27.

133. Cette année, comme en d'autres occasions, nous figurons parmi les auteurs du projet de résolution sur les investissements en Afrique du Sud — A/38/L.28. Nous appliquons de façon systématique l'embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud, comme nous l'avons fait bien avant qu'il soit devenu obligatoire, et nous aurions souhaité appuyer un appel en faveur de son application stricte. A la Première Commission, ma délégation a appuyé un appel en faveur de la cessation de toute collaboration nucléaire qui pourrait faciliter la mise au point d'armes nucléaires par l'Afrique du Sud. Le projet de

résolution A/38/L.26, toutefois, comprend des paragraphes qui sont injustifiés qui ne servent pas vraiment les objectifs du projet de résolution.

134. Enfin, la Nouvelle-Zélande déplore les violences perpétrées par l'Afrique du Sud contre ses voisins. Nous appuyons pleinement la résolution 539 (1983) du Conseil de sécurité sur la Namibie. Nous avons des réserves à propos du langage de l'un des alinéas du préambule du projet de résolution A/38/L.22, mais nous voterons pour ce texte.

135. M. ULRICH (Danemark) [*interprétation de l'anglais*] : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des cinq pays nordiques : la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et le Danemark. La condamnation de l'*apartheid* sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations par les pays nordiques a été formulée devant cette assemblée en nombre d'occasions. Nous avons également déclaré que nous condamnons les mesures intensifiées d'oppression et de restrictions dont est victime la majorité noire en Afrique du Sud; une manifestation récente en est le projet de loi sur les déplacements et l'installation des Noirs, dont le Parlement sud-africain est maintenant saisi.

136. Notre condamnation est basée sur les concepts de justice, de liberté et de démocratie qui sont traditionnels dans les pays nordiques et sur notre croyance en l'égalité et en la dignité de tous les êtres humains. Notre engagement à l'égard de ces buts est démontré par l'adoption dans nos pays de mesures conformes au Programme commun des pays nordiques pour une action contre l'Afrique du Sud.

137. Les pays nordiques appuieront à nouveau un certain nombre de projets de résolution présentés au titre de ce point. Etant donné l'attitude de nos pays à l'égard du système d'*apartheid*, nous regrettons de ne pouvoir voter pour tous les projets de résolution. Certains d'entre eux, en effet, nous causent à nouveau des difficultés considérables. Ces difficultés sont liées à des questions de principe, et certaines d'entre elles se posent dans plusieurs projets de résolution. Je vais brièvement les décrire.

138. Premièrement, les pays nordiques estiment que l'universalité est l'un des principes fondamentaux des organisations internationales et, par conséquent, nous ne pouvons accepter aucune formule qui, d'une manière ou d'une autre, semble mettre ce principe en doute.

139. Deuxièmement, l'Organisation des Nations Unies a été établie afin de promouvoir des solutions pacifiques aux problèmes internationaux. Par conséquent, nous ne pouvons accepter qu'elle entérine l'utilisation de la lutte armée.

140. Troisièmement, les pays nordiques déplorent que des pays et des groupes de pays aient été signalés en particulier et de manière inappropriée et arbitraire. Nous pensons que cette procédure est à la fois injuste et peu judicieuse. Elle rend plus difficile encore l'obtention d'un consensus international dans la lutte contre l'*apartheid*.

141. Quatrièmement, étant donné que les pays nordiques adhèrent strictement aux dispositions de la Charte des Nations Unies, nous devons généralement réserver notre position à l'égard des formules qui ne tiennent pas compte du fait que seul le Conseil de sécurité peut adopter des décisions ayant force obligatoire pour les Etats Membres.

142. Cinquièmement, l'application de certains des projets de résolution porterait atteinte aux libertés constitutionnelles et aux droits des citoyens et organisations privées de nos pays.

143. Sixièmement, les pays nordiques estiment que seul un processus démocratique libre, fondé sur le suffrage

universel, doit déterminer qui peut représenter le peuple sud-africain.

144. Voilà les considérations sur lesquelles sont fondées la plupart de nos réserves. Elles visent en particulier le projet de résolution A/38/L.20, mais, dans une certaine mesure également, les projets de résolution A/38/L.23 et L.26.

145. Les pays nordiques regrettent que la condamnation unanime de l'*apartheid* exprimée au cours du débat sur ce point n'ait pas trouvé son expression dans des projets de résolution qui auraient pu être appuyés par tous les Etats Membres.

146. Les pays nordiques, dans plusieurs contextes déjà, ont souligné que des pressions accrues et efficaces devraient être exercées sur le Gouvernement sud-africain par des moyens pacifiques afin de mettre fin au système d'*apartheid*. L'assistance humanitaire aux réfugiés et aux victimes de l'*apartheid* est également un aspect important des mesures prises par les gouvernements des pays nordiques dans le cadre du Programme commun des pays nordiques pour une action contre l'Afrique du Sud. Cette année également, nous avons présenté des projets de résolution reflétant cette politique. Ainsi, nous avons montré que nous sommes toujours fermement engagés dans la lutte contre ce mal qu'est l'*apartheid*.

147. M. SEARS (Bahamas) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation des Bahamas tient à réaffirmer son appui sans équivoque pour toute mesure propre à permettre d'éliminer la politique maléfique de l'*apartheid* en Afrique du Sud. Toutefois, ma délégation a de sérieuses réserves à propos du fait que, en les nommant, on mentionne et on condamne certains pays, comme c'est le cas dans certains paragraphes des projets de résolution A/38/L.20 à L.26. Ma délégation pense sincèrement que cette pratique n'augmentera pas les chances de voir l'*apartheid* éliminé, objectif commun que nous voudrions voir atteint dès que possible.

148. C'est pourquoi la délégation des Bahamas s'abstiendra sur le projet de résolution A/38/L.25 mais votera pour tous les autres projets de résolution.

149. M. TANÇ (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation votera pour les projets de résolution A/38/L.20 à L.28, L.30 et L.31. Nous sommes également heureux de compter parmi les auteurs des projets de résolution A/38/L.27 et L.28.

150. Les vues de mon gouvernement à propos de la politique d'*apartheid* et de discrimination raciale de l'Afrique du Sud ainsi que notre ferme engagement aux efforts faits pour éliminer cette politique ont été exprimés en détail dans notre déclaration du 17 novembre [61^e séance].

151. Notre ferme appui aux projets de résolution dont nous sommes saisis témoigne de notre volonté de prendre part aux efforts de la communauté internationale en vue d'éliminer la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Toutefois, je dois dire que nous avons des réserves à propos de plusieurs des paragraphes des projets de résolution mentionnés.

152. Dans le projet de résolution A/38/L.20, ma délégation est d'avis que les neuvième, dixième et onzième alinéas du préambule et les paragraphes 12 et 22 c n'ont pas été rédigés de manière équilibrée. C'est dire que nous ne sommes pas d'accord avec leur contenu.

153. En ce qui concerne le projet de résolution A/38/L.22, nous ne pensons pas que le dernier alinéa du préambule reflète fidèlement la déclaration prononcée par le représentant du pays mentionné aux réunions les plus récentes du Conseil de sécurité. Par conséquent, nous ne sommes pas d'accord avec cet alinéa.

154. Par ailleurs, ma délégation a des réserves quant au fait qu'un groupe particulier de pays soit mentionné, nommément, au septième alinéa du préambule. De même, nous ne jugeons pas que les huitième et dixième alinéas du préambule aient été rédigés de manière équilibrée et nous ne souscrivons pas à leur contenu.

155. Pour ce qui est du projet de résolution A/38/L.26, ma délégation est d'avis que les septième, huitième et dixième alinéas du préambule et les paragraphes 2 et 3 ne sont pas non plus rédigés de manière équilibrée. Par conséquent, nous ne sommes pas d'accord avec eux.

156. Enfin, quelques dispositions exceptionnelles de ces projets de résolution ne sont pas tout à fait conformes à la législation turque en vigueur. Nous n'appuyons et n'acceptons donc ces paragraphes exceptionnels que dans la mesure où ils sont compatibles avec les lois et règlements de la Turquie.

157. M. JELONEK (République fédérale d'Allemagne) [*interprétation de l'anglais*] : Le représentant de la Grèce, parlant au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne, a déjà présenté ses observations sur les projets de résolution que nous sommes sur le point de mettre aux voix. Il a rappelé les principes politiques essentiels que partagent ces 10 pays, le mien y compris. La République fédérale d'Allemagne, on le sait, rejette énergiquement la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud, système institutionnalisé de discrimination raciale. Elle appuie donc pleinement la déclaration faite au nom de la Communauté européenne. Un changement pacifique en faveur de la majorité opprimée de l'Afrique du Sud doit intervenir de toute urgence. Il est impératif et nécessaire pour toutes les couches de la population du pays. Voilà pourquoi la République fédérale d'Allemagne est d'accord avec l'idée maîtresse des projets de résolution mentionnés. Aussi regrettons-nous vivement qu'en raison des formules employées quelquefois dans les projets de résolution ma délégation ne soit pas en mesure de les appuyer tous.

158. Ma délégation a régulièrement exprimé son opposition à la mention, en les nommant, de certains Etats Membres, comme c'est le cas dans les projets de résolution A/38/L.20 à L.23 et L.26, ainsi que dans le Programme d'action contre l'*apartheid* [A/38/539]. En particulier, nous ne comprenons pas très bien et rejetons catégoriquement les critiques sans fondement dirigées, dans ces projets de résolution, contre des pays occidentaux dont on suggère qu'ils encouragent l'Afrique du Sud à commettre des actes criminels contre ses Etats voisins, qu'ils aident l'Afrique du Sud à perpétuer sa politique d'*apartheid* et qu'ils sont responsables du manque total de coopération de l'Afrique du Sud.

159. Pour ce qui est du projet de résolution A/38/L.20, mon gouvernement regrette qu'une fois encore on tente d'entraver les travaux d'institutions internationales indépendantes.

160. En ce qui concerne le projet de résolution A/38/L.22, sur lequel nous nous abstiendrons, mon gouvernement a de sérieuses réserves à propos du dernier alinéa du préambule et du paragraphe 3.

161. Il va sans dire que la République fédérale d'Allemagne est d'accord, en principe, avec les objectifs du projet de résolution A/38/L.24. Le Comité spécial contre l'*apartheid* est, à notre avis, chargé d'une mission de la plus haute importance et ses efforts extrêmement précieux devraient être appuyés aussi longtemps qu'ils visent un changement pacifique en Afrique du Sud. Néanmoins, nous avons de sérieuses réserves quant à certaines formules reprises dans le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22]. Par conséquent, et parce que ce projet de résolution a des incidences financières considé-

rables, ma délégation regrette sincèrement d'avoir à s'abstenir lorsqu'il sera mis aux voix.

162. Enfin, je voudrais exprimer le ferme espoir de ma délégation que l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, sera saisie de projets de résolution susceptibles d'être appuyés par tous les membres de l'Assemblée.

163. M. BLUM (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Comme nous l'avons souligné au cours du débat sur le point de l'ordre du jour à l'examen [61^e séance], Israël rejette catégoriquement et sans équivoque toute forme de racisme, de discrimination raciale, de sectarisme et d'intolérance. C'est une position que nous avons à maintes reprises expliquée devant l'Assemblée et que nous avons sans cesse exposée au Gouvernement sud-africain. Néanmoins, les auteurs du projet de résolution A/38/L.25, ainsi que d'autres projets de résolution dont nous sommes saisis, ont ignoré intentionnellement les communiqués officiels de mon gouvernement, qui figurent dans des documents officiels de l'Organisation des Nations Unies, et ils ont préféré s'appuyer sur des accusations mensongères, tendancieuses et sans fondement, qui s'inspirent d'articles de presse spéculatifs et de résolutions antérieures elles-mêmes partiales. Ainsi, les auteurs de ces projets de résolution ont cherché à détourner l'attention des vrais problèmes inhérents à l'*apartheid*, portant ainsi gravement préjudice à l'objectif du débat sur ce sujet et minimisant les craintes légitimes ressenties à l'égard des victimes du sectarisme et des préjugés raciaux.

164. Ceux dont la mission était d'engager une lutte légitime contre l'*apartheid* ont trahi notre confiance. Les organes des Nations Unies créés pour résoudre le problème de l'*apartheid* dans son intégralité ont au contraire abusé de leurs responsabilités et ont lancé sournoisement des accusations calomnieuses contre mon pays. Ils doivent certainement savoir, même s'ils ne l'admettent pas, qu'ils permettent ainsi à des intérêts étrangers de maintenir en otage l'Organisation des Nations Unies, la manipulant pour servir leurs propres objectifs égoïstes et infâmes.

165. Il est grand temps que l'on procède à une évaluation sérieuse des incantations éternelles et inlassables proférées contre mon pays et qu'une norme unique, honnête et impartiale soit établie et mise en œuvre en ce qui concerne la juste lutte menée contre le racisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes.

166. Israël a été, une fois encore, le seul pays au monde, au cours de l'examen de ce point de l'ordre du jour, à avoir été spécifiquement condamné au moyen d'arguments manifestement faux. Non satisfait de cette parodie de la réalité, le Comité spécial contre l'*apartheid* a lui aussi demandé la convocation de la récente Conférence de Vienne, ce qui a ajouté à son bilan déjà notoire de malhonnêteté contre mon pays. Ma délégation ne participera donc pas au vote sur cette question. Nous tenons à ce que cette non-participation et ses raisons soient consignées dans le compte rendu.

167. M. LEGWAILA (Botswana) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation votera pour le projet de résolution A/38/L.20, mais ne sera pas en mesure d'approuver les paragraphes 13 et 14. D'autre part, pour des raisons d'ordre géopolitique qui tiennent à la situation de mon pays en Afrique australe, ma délégation s'abstiendra lors du vote sur les projets de résolution A/38/L.21, L.23, L.28 et L.30.

168. M. VELLA (Malte) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation appuiera tous les projets de résolution au titre de ce point de l'ordre du jour. Notre vote doit être interprété comme un appui au contenu général des projets

de résolution, qui condamne l'odieuse politique d'*apartheid*, condamnation à laquelle mon gouvernement se joint sans réserve.

169. Notre vote ne signifie pas nécessairement, toutefois, que nous souscrivions pleinement à chaque paragraphe des projets de résolution. Nous estimons que ces projets de résolution doivent bénéficier de l'appui le plus large possible, car ce n'est qu'ainsi que l'on pourra accélérer l'élimination de ce système politique inhumain et odieux. Cependant, des efforts plus grands s'imposent pour mettre au point un libellé acceptable auquel un grand nombre d'Etats Membres pourraient se rallier.

170. M. SEIFU (Ethiopie) [*interprétation de l'anglais*] : J'aimerais tout d'abord, au nom de la délégation éthiopienne, rendre hommage au Comité spécial contre l'*apartheid* et au Centre contre l'*apartheid* qui, grâce à leurs efforts louables, ont mobilisé l'opinion publique internationale contre le type de racisme institutionnalisé en Afrique du Sud.

171. Le racisme, qui a pour cortège funeste l'oppression politique et l'exploitation économique, règne aujourd'hui en Afrique du Sud où plus de 22 millions de Noirs sont non seulement privés de citoyenneté dans leur propre pays, mais également de leurs droits fondamentaux et de la dignité la plus élémentaire de l'être humain. Cet *apartheid* constitue un crime contre l'humanité, un défi pour la conscience de l'homme, une menace pour la paix et la sécurité internationales; c'est ce qui a été répété à plusieurs reprises sans que, malheureusement, une action résolue ne soit entreprise en vue de son élimination définitive.

172. La plupart des nations du monde ont bien sûr déjà cessé toutes relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud et, pourtant, les liens les plus puissants que ce régime entretient avec le monde occidental sont encore intacts. Nous savons tous que, malgré les appels répétés de l'Assemblée générale en vue de l'isolement complet de l'Afrique du Sud, le monde occidental continue de collaborer avec le régime d'*apartheid* dans les domaines politique, économique, militaire et nucléaire. Que cette collaboration multiforme et très vaste maintienne en vie le régime d'*apartheid* et contribue à la poursuite de l'oppression et de l'exploitation des populations d'Afrique du Sud est, pour la plupart d'entre nous, un fait établi.

173. En effet, l'Ethiopie attache une importance particulière aux projets de résolution A/38/L.23, L.25 et L.26. Ces projets de résolution soulignent clairement le besoin impérieux d'imposer rapidement des sanctions globales et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et de renforcer l'embargo sur les armes à destination de ce pays.

174. En ce qui concerne des sanctions économiques, nous n'avons cessé d'entendre dire, par ceux-là mêmes qui ont des intérêts économiques considérables en Afrique du Sud, que des sanctions ne feraient que porter préjudice aux opprimés. Si l'on pouvait seulement entendre les voix authentiques des masses populaires, on pourrait facilement déterminer les arrière-pensées égoïstes à l'appui de cette position. Le fait est que les activités des sociétés transnationales non seulement exploitent cruellement les ressources naturelles et humaines de l'Afrique du Sud mais, ce qui est le plus important, renforcent à bien des égards la machine politique, économique et militaire du régime raciste.

175. Ma délégation est en outre convaincue que les projets de résolution A/38/L.23, L.25, L.26 ainsi que L.20 sont pertinents dans leurs commentaires sur la collaboration avec le régime raciste de certains pays ou groupes de pays, mentionnés explicitement. Même si les

pays qui collaborent avec Pretoria préfèrent ne pas être cités nommément, ils doivent cependant comprendre que c'est leur propre attitude qui est à la base de la raison politique impérieuse de ces références explicites. L'Ethiopie espère qu'au lieu de déplorer ce fait ou de s'opposer à une telle franchise ces pays procéderont à une introspection si longtemps attendue afin de reconnaître à quel point leur politique à l'égard de Pretoria est peu sage, injuste, voire immorale.

176. La délégation éthiopienne tient de plus à souligner qu'elle est fermement attachée aux objectifs du projet de résolution A/38/L.22. A ce propos, l'Ethiopie tient à rendre un hommage particulier aux peuples et aux gouvernements des Etats de première ligne et à leur exprimer son entière solidarité pour leur appui indéfectible en faveur de la lutte pour la liberté en Afrique du Sud et en Namibie.

177. Le projet de résolution A/38/L.20 mérite une mention particulière, car il reflète non seulement la situation qui règne en Afrique du Sud mais les mesures appropriées en vue de l'élimination de l'*apartheid*.

178. A cet égard, il convient de remarquer que le peuple opprimé d'Afrique du Sud tout comme la communauté internationale tout entière ont toujours espéré que l'*apartheid* serait éliminé par des voies pacifiques. Ils le pensent d'ailleurs toujours. Hélas, l'histoire douloureuse de l'Afrique du Sud a montré, sans le moindre doute, que l'*apartheid* ne peut être ni réformé ni éliminé par des voies pacifiques. Le résultat de toutes les tentatives pacifiques pour résister à l'*apartheid* est encore trop présent dans nos mémoires pour qu'il soit nécessaire de m'y appesantir. Tous ceux qui cherchent à questionner la légitimité et la nécessité de la lutte armée devraient, par conséquent, étudier l'histoire récente de l'Afrique du Sud. Demander aux masses d'Afrique du Sud d'abandonner l'option de la lutte armée, notamment lorsque les voies du changement pacifique sont déjà bloquées, revient à permettre au système raciste de l'*apartheid* de continuer à soumettre la majorité des Sud-africains à l'humiliation, à l'oppression et à l'exploitation.

179. A cet égard, nous pensons que les dispositions du projet A/38/L.20, notamment du paragraphe 4, sont appropriées et opportunes. La délégation éthiopienne appuiera donc pleinement ce projet de résolution et, en fait, tous les projets de résolution présentés dont nous sommes saisis. De plus, l'Ethiopie tient à se porter coauteur de tous les projets de résolution qui ont été examinés par le Groupe africain, c'est-à-dire les projets de résolution A/38/L.20 à L.26.

180. M. BARRINGTON (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Dans la déclaration qu'il a faite au nom des 10 Etats membres de la communauté européenne, le représentant de la Grèce a déjà rendu compte du point de vue de mon gouvernement. Par conséquent, j'expliquerai brièvement les raisons pour lesquelles le Royaume-Uni ne peut appuyer la plupart des projets de résolution dont nous sommes saisis.

181. Dans une déclaration analogue faite à la trente-septième session de l'Assemblée générale [97^e séance], ma délégation a indiqué qu'elle espérait qu'à l'avenir l'Assemblée serait à même d'étudier la question de l'*apartheid* de manière plus réaliste et plus efficace, car, après tout, il n'existe pas de divergences de vues entre nous sur l'*apartheid*. Pas un seul participant à ce débat n'a cherché à défendre ou à justifier en quoi que ce soit l'*apartheid*. Par conséquent, le problème qui se pose à l'Assemblée est celui de savoir comment elle peut exprimer son opposition unanime afin qu'elle ait la plus grande répercussion possible sur le Gouvernement et le peuple de l'Afrique du Sud. Ma délégation regrette vivement que, au lieu de favoriser ce point de vue unanime, certains

projets de résolution sur l'*apartheid* aient été rédigés d'une manière qui dresse les Etats les uns contre les autres.

182. Il est impossible pour le Royaume-Uni, en tant qu'adversaire de longue date de l'*apartheid* — adversaire engagé — d'accepter les termes excessifs et les propositions extrêmes de plusieurs projets de résolution, notamment les projets de résolution A/38/L.20, L.23, L.25 et L.26. Une telle dépréciation du crédit des Nations Unies permet plus facilement aux partisans de l'*apartheid* de refuser de tenir compte des vues de l'Assemblée. Comme un grand nombre d'Etats Membres de l'Organisation, le Royaume-Uni déplore la pratique de plus en plus fréquente qui consiste à mentionner d'autres Etats Membres de manière inexacte, sélective et offensante dans les résolutions de l'Assemblée.

183. Les Gouvernements successifs du Royaume-Uni ont attaché la plus grande importance non seulement en paroles mais également en actes à l'élimination de l'*apartheid*. Nous sommes convaincus que le meilleur moyen d'atteindre cet objectif ne consiste pas à isoler le Gouvernement sud-africain ni à prendre d'autres mesures qui ne tendraient qu'à renforcer sa position et qui auraient de graves conséquences pour d'autres pays de la région, et encore moins d'avoir recours à la violence, mais de maintenir ouverts le dialogue et la communication. C'est ainsi que nous pourrions faire comprendre au Gouvernement sud-africain notre ferme refus de tolérer l'*apartheid*.

184. Mon gouvernement attache également une très grande importance aux relations étroites et amicales du Royaume-Uni avec les Etats de première ligne, le Lesotho et les autres Etats d'Afrique australe. Nous nous efforçons d'apporter une assistance pratique à ces pays, qui se trouvent actuellement dans une situation difficile. Nous aurions voulu donner un témoignage de notre appui en votant pour le projet de résolution A/38/L.22. Nous regrettons que ce projet de résolution ait été rédigé de telle manière que ma délégation soit contrainte de s'abstenir lors du vote. Il y a certains aspects particuliers du projet de résolution, tant dans le préambule que dans le dispositif, que nous ne pouvons accepter. En particulier, je dois souligner que ma délégation ne peut accepter que l'un des Etats Membres, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique, ait été mentionné de manière inexacte, unilatérale et injustifiée dans le dernier alinéa du préambule. Notre vote traduit notre position à l'égard de la forme particulière de ce projet de résolution. Notre vote ne diminue en rien l'appui que nous apportons depuis longtemps aux pays d'Afrique australe ou notre condamnation de tous les actes qui violent la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats de la région.

185. Je sais que non seulement l'horreur qu'inspire l'*apartheid* à ma délégation mais également notre très grand désir d'un changement pacifique en Afrique du Sud sont largement partagés au sein de l'Assemblée générale. Nous continuons de penser qu'une manière plus constructive d'aborder le débat annuel de l'Assemblée sur l'*apartheid* nous aiderait à atteindre notre objectif commun. Nous continuons de penser que l'*apartheid* est un sujet beaucoup trop important pour que l'on se renvoie sans cesse la balle. Le faire, c'est trahir la responsabilité que nous avons tous d'aider les peuples de l'Afrique australe et de défendre les principes de la Charte des Nations Unies.

186. M. LOUET (France) : La délégation française souhaite ajouter à la déclaration présentée au nom des 10 pays de la Communauté européenne par le représentant de la Grèce les considérations suivantes.

187. La France, chacun le sait, condamne sans appel la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain.

Elle l'a dit ici même de la façon la plus nette. Elle l'a prouvé dans ses actes.

188. Mon pays accorde un ferme soutien à tous ceux qui œuvrent pour qu'en Afrique du Sud soit établie la justice et reconnue la dignité de tous les hommes. C'est dans cet esprit que la France apporte tout son appui au Comité spécial contre l'*apartheid*, dont le Président sortant, M. Maitama-Sule, vient d'effectuer une nouvelle visite à Paris, à l'occasion notamment de l'inauguration d'une importante exposition d'art contre l'*apartheid*. Dans le souci de traduire concrètement l'excellence des relations que les autorités françaises entretiennent avec le Comité spécial, ma délégation votera pour le projet de résolution A/38/L.24, qui entérine son programme de travail, bien qu'elle n'en approuve pas tous les points.

189. Pour les mêmes raisons, mais aussi parce que la rédaction non contraignante du projet de résolution A/38/L.21 qui a été retenue laisse mon gouvernement libre de s'inspirer de certaines propositions judicieuses et d'écarter nombre d'autres qu'il estime inacceptables, ma délégation votera pour ce projet de résolution.

190. Par ailleurs, tout en réservant sa position à l'égard du contenu du futur projet de convention, la délégation française apportera son soutien au projet de résolution A/38/L.31, afin de marquer son rejet de toute discrimination dans les sports.

191. Enfin, bien qu'elle rejette l'attaque nominale contre un pays tiers figurant au dernier alinéa du préambule du projet de résolution A/38/L.22 et bien qu'elle déplore le langage excessif ou inexact qui figure dans plusieurs paragraphes de ce texte, notamment l'emploi inapproprié d'expressions relevant de la compétence du Conseil de sécurité, ma délégation votera pour ce projet de résolution. Par ce vote, la France entend marquer sa solidarité avec les pays de la région confrontés de façon récurrente à l'emploi de la force armée par l'Afrique du Sud et son souhait de voir Pretoria modifier son attitude envers ses voisins.

192. En conclusion, je voudrais, comme l'a fait avant moi le représentant de la Grèce au nom des 10 pays de la Communauté européenne, exprimer avec insistance l'espoir que les auteurs des projets de résolution concernant l'*apartheid* pourront à la prochaine session de l'Assemblée tenir compte des commentaires présentés par d'autres délégations et accepteront d'éliminer certaines formules excessives, inexactes ou injustes qui affaiblissent la portée de plusieurs projets de résolution ainsi que le soutien dont ils bénéficient.

193. L'*apartheid* est unanimement condamné dans cette assemblée. Essayons, ensemble, de trouver, chaque fois que c'est possible, les formules permettant de traduire cette unanimité dans nos votes. Ma délégation est convaincue que c'est possible. L'impact des résolutions n'en serait que plus grand.

194. M. SUAZO TOMÉ (Honduras) [interprétation de l'espagnol] : Le Honduras votera pour les projets de résolution dont nous sommes saisis en raison de la politique internationale qu'il a toujours suivie, aussi bien contre cette néfaste « antipolitique » de coexistence sociale que contre tout recours à la violence intérieure ou internationale, y compris l'agression, le terrorisme et la subversion, et contre toute menace à la sécurité des réfugiés, quelle que soit la partie du monde où ces actes puissent se produire. Cependant, je voudrais expliquer que notre vote ne signifie pas que nous appuyons d'une façon quelconque la mention spécifique ou les accusations touchant d'autres Etats que l'Afrique du Sud, comme nous l'avons déjà déclaré lors de notre explication de vote [79^e séance]

quand les projets de résolution relatifs à la question de Namibie ont été adoptés.

195. Aujourd'hui, nous rejetons l'appel exclusif à la lutte violente, qui écarte toute possibilité de solution pacifique et tend à faire oublier à la communauté internationale son devoir d'encourager l'exercice du droit de tous les peuples à l'autodétermination grâce à une transition pacifique à une démocratie représentative. C'est sous ce jour qu'il faut considérer le vote du Honduras.

196. M. MIZERE (Malawi) [*interprétation de l'anglais*] : Le Malawi, en tant que pays africain membre de l'Organisation de l'unité africaine et du groupe d'Afrique australe à l'Organisation des Nations Unies, s'associe aux préoccupations exprimées par d'autres Etats Membres à propos des effets et de l'humiliation ressentis par les Noirs en Afrique du Sud du fait de la politique d'*apartheid*.

197. A différentes tribunes internationales et à l'Assemblée générale, le Gouvernement du Malawi a catégoriquement rejeté la politique d'*apartheid*. Ce rejet et cette opposition ont été expliqués, publiquement et en privé, de la façon suivante. Premièrement, le Malawi rejette toute politique fondée sur la couleur, la race ou la croyance et a donc rejeté sans appel la politique d'*apartheid*. Deuxièmement, en 1976, la veille de l'indépendance de l'un des foyers nationaux d'Afrique du Sud, le Gouvernement du Malawi a fait une déclaration publique par laquelle il rejetait la politique de bantoustanisaiton et ne reconnaissait pas ce genre d'indépendance. Troisièmement, le Malawi rejette l'emploi de la force ou la menace de l'emploi de la force pour résoudre les différends qui existent en Afrique australe. Quatrièmement, la délégation du Malawi ne saurait accepter aucune modification constitutionnelle en tant que méthode utilisée pour exclure délibérément les Noirs de toute participation politique et les reléguer à une position d'infériorité où l'on espère qu'ils se feront politiquement oublier dans le pays où ils sont nés.

M. Illueca (Panama) reprend la présidence.

198. Si ma délégation appuie l'idée générale des projets de résolution dont nous sommes saisis, elle s'abstiendra lors du vote sur les projets de résolution A/38/L.20, L.22, L.23, L.25, L.26, L.28 et L.30 et elle appuiera les autres. Mais il ne faut pas conclure de notre abstention que nous restons indifférents au sort du peuple humilié d'Afrique du Sud ou que nous appuyons la politique d'*apartheid* ou nous en faisons les complices; loin de là. Le Malawi ne sacrifiera jamais ses principes sur l'autel de l'opportunisme. L'abstention du Malawi est due à certaines difficultés qu'il éprouve à l'égard de quelques revendications ou du libellé de plusieurs projets de résolution, comme nous l'avons déjà indiqué.

199. Cela dit, ma délégation voudrait toutefois rappeler aux Etats Membres que ce dont le peuple de l'Afrique du Sud a besoin, aujourd'hui, c'est du désir sincère de tous de l'aider à trouver une solution politique au problème, afin que tous les Sud-Africains — noirs, blancs, asiatiques ou métis — puissent partager le pouvoir politique et vivre en paix en tant que Sud-Africains égaux. Les Etats Membres ont le devoir moral d'éviter de promettre quelque chose dans une enceinte internationale et de renier leurs promesses lorsqu'ils sont en dehors des murs des salles de conférence, car cela porte préjudice au peuple éprouvé de l'Afrique du Sud.

200. Pour terminer, qu'il me soit permis de réaffirmer la position du Gouvernement du Malawi à l'égard de l'Afrique du Sud, telle qu'elle a été énoncée dans cette assemblée, il y a quelques années, par le chef de la délégation du Malawi :

« Mon gouvernement reste entièrement opposé à la politique d'*apartheid* et aux méthodes utilisées pour l'appliquer, y compris l'établissement de foyers nationaux. C'est là une position qui est bien connue du gouvernement actuel de l'Afrique du Sud. Mais mon gouvernement est tout aussi convaincu que les contacts et l'exemple sont la meilleure façon d'inciter la population blanche du sud à changer. »

201. M. CARLSON (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : L'opposition du Gouvernement et du peuple canadiens à l'*apartheid* et à ses abus est bien connue et a été exprimée à maintes reprises à l'Assemblée. Le Canada s'est associé en de nombreuses occasions à la condamnation des pratiques de l'Afrique du Sud qui affectent les droits de l'homme et il s'est fait un devoir solennel et urgent, avec d'autres membres du Commonwealth, de combattre avec vigueur le fléau de l'*apartheid* et d'adopter des mesures efficaces pour l'éliminer. Certaines de ces mesures ont été mentionnées dans des déclarations faites précédemment par le Canada et comprennent le boycottage de manifestations sportives, le refus d'un appui officiel au commerce bilatéral et l'imposition d'un code particulier de conduite pour les sociétés canadiennes qui opèrent en Afrique du Sud. Voilà les moyens par lesquels nous avons montré à l'Afrique du Sud que nous ne pouvions pas agir dans des conditions normales tant que la majorité de ses citoyens ne participeraient pas au processus politique sur un pied d'égalité.

202. En même temps, nous avons dit que nous étions prêts à appuyer toutes mesures susceptibles de contribuer efficacement à un changement pacifique. Conformément à cette approche, nous avons contribué à de nombreux projets d'autonomie locale auxquels participaient des groupes privés, en particulier dans les zones rurales. Nous avons offert une assistance de formation à des syndicats noirs. Nous prévoyons d'accorder une aide supplémentaire aux Sud-Africains non blancs dans le domaine de l'enseignement.

203. Etant donné l'opposition du Canada à l'*apartheid*, c'est avec regret que ma délégation doit donner cette explication afin de préciser plusieurs de nos votes. Un consensus contre l'*apartheid* s'est fait jour au sein de la communauté internationale. Si les Nations Unies n'ont pas pu en faire davantage en se servant de ce consensus international, c'est en partie parce que certains Etats Membres continuent d'introduire des considérations politiques étrangères dans les résolutions de l'Assemblée générale. En réalité, il ne devrait pas être nécessaire de demander un vote contre l'*apartheid* alors que l'opposition à cette politique est unanime. Dans les projets de résolution dont nous sommes saisis, nous relevons une tendance regrettable à identifier et condamner certains Etats Membres dont l'opposition à l'*apartheid* est pourtant sans équivoque.

204. On peut en conclure que ceux qui sont responsables de l'introduction de ces éléments étrangers placent, en fait, leurs propres préoccupations politiques ou idéologiques au-dessus de la lutte contre l'*apartheid*. Nous demandons aux auteurs de ces projets de résolution de revoir cet aspect dans les débats futurs et de se concentrer plutôt sur des mesures collectives qui soient largement acceptables pour tous les Etats Membres en vue de lutter contre l'*apartheid*.

205. Parmi les éléments des projets de résolution que nous ne pouvons appuyer figurent les appels à la lutte armée, la condamnation de certains Etats Membres en particulier et des recommandations qui vont au-delà de la compétence de l'Assemblée, comme celles qui impliquent des sanctions économiques obligatoires ou l'exclusion de l'Afrique du Sud d'organisations multilatérales.

Nous ne sommes pas d'accord avec les tactiques préconisées dans ces projets de résolution et nous ne pensons pas qu'elles soient compatibles avec une politique qui permettrait un changement pacifique.

206. C'est pour ces raisons que ma délégation sera obligée de s'abstenir lors du vote sur trois des projets de résolution et de voter contre les projets de résolution A/38/L.20, L.23, L.25 et L.26. En ce qui concerne ce dernier projet de résolution, je tiens à dire officiellement que le Canada n'appuie pas la collaboration militaire ou nucléaire avec l'Afrique du Sud et n'entretient aucune collaboration de ce genre avec ce pays.

207. Par ailleurs, le vote du Canada pour un certain nombre de projets de résolution doit également être clarifié, car certains éléments appellent des commentaires ou soulèvent des réserves de notre part. Ainsi, bien que nous ayons l'intention de voter pour le projet de résolution A/38/L.22, nous ne souhaitons nullement nous associer aux critiques adressées à certains Etats Membres dans le dernier alinéa du préambule de ce projet de résolution.

208. Nous nous associons également à la majorité pour approuver, dans le projet de résolution A/38/L.24, le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, bien que nous mettions en doute le bien-fondé de la décision et la procédure qui consistent à allouer un crédit spécial au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies sans qu'un examen ait lieu auparavant en ce qui concerne la priorité et les mérites de la question dans le cadre du programme et des mécanismes budgétaires qui ont été créés par les Gouvernements Membres à cette fin. Je dirai enfin que notre vote pour la continuation de l'effort international en vue d'élaborer une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports se fonde sur le fait que la politique canadienne est parfaitement compatible avec le principe qui est à la base de l'effort en vue d'élaborer cette convention internationale. Cependant, des obstacles nationaux, juridiques et constitutionnels pourraient empêcher l'adhésion du Canada à cette convention.

209. L'Assemblée générale peut être divisée en ce qui concerne la meilleure façon d'éliminer l'*apartheid*, mais elle est unie tant dans son opposition à l'*apartheid* que dans sa détermination d'encourager le changement.

210. Je terminerai en réitérant la promesse du Canada de fournir une aide aux victimes de l'*apartheid* et d'utiliser les moyens dont il dispose pour accélérer un changement pacifique.

211. M. ZUMBADO JIMÉNEZ (Costa Rica) [*interprétation de l'espagnol*]: La délégation du Costa Rica a fait connaître sa position à l'égard de l'*apartheid* dans l'intervention qu'elle a faite durant le débat sur ce point [69^e séance]. Les critiques que nous avons adressées à ce moment-là au régime odieux imposé par l'Afrique du Sud à la majorité des habitants du pays étaient très claires, tout comme était clair l'appel que nous avons lancé à la communauté internationale pour qu'elle exerce toutes les pressions possibles sur le régime raciste de Pretoria en vue de l'amener à modifier son attitude.

212. La délégation du Costa Rica, néanmoins, a des réserves à l'égard de certains paragraphes des projets de résolution dont nous sommes saisis. Le projet de résolution A/38/L.20 soulève des difficultés particulières pour ma délégation. Le Costa Rica votera pour ce projet de résolution qui est la pierre angulaire de la position de l'Assemblée générale sur la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, mais il déplore l'inclusion dans ce projet de résolution de certaines références spécifiques qui peuvent sembler discriminatoires. Ce projet

de résolution comprend d'autres éléments qui, de par leur importance, nous poussent à adopter une attitude positive malgré les doutes que nous inspirent les éléments dont je viens de parler. Nous estimons qu'il est inapproprié de citer nommément certains pays, comme c'est le cas dans la plupart des projets de résolution, car, nous le répétons, cette démarche peut sembler discriminatoire.

213. En outre, l'Assemblée générale, dans certains des paragraphes des projets de résolution dont nous sommes saisis, invite le Conseil de sécurité à adopter des sanctions. De l'avis de ma délégation, l'Assemblée, bien qu'il s'agisse d'un organe souverain, peut instamment demander au Conseil d'examiner une situation, mais c'est au Conseil qu'il appartient, dans le cadre de ses responsabilités, de décider de la voie à suivre après avoir examiné la question.

214. Mon pays estime que c'est une occasion qu'il ne faut pas manquer. En effet, il convient que tous les membres de l'Assemblée envoient un message bien clair à l'Afrique du Sud. Malheureusement, les références spécifiques dont j'ai parlé empêchent le consensus nécessaire à l'envoi de ce message. Nous estimons que rien ne devrait détourner notre attention de l'aspect essentiel de ce problème, à savoir l'élimination de cet anachronisme qu'est le racisme et la garantie que l'odieux régime d'*apartheid* sera remplacé par un système qui pourra permettre de refléter démocratiquement les aspirations de toute la population et non celles uniquement d'une petite minorité.

215. M. KAM (Panama) [*interprétation de l'espagnol*]: La politique d'*apartheid* du régime raciste d'Afrique du Sud a été catégoriquement condamnée et rejetée par mon pays tant à l'Organisation des Nations Unies que dans toutes les autres instances internationales. Nous n'avons pas hésité à qualifier l'*apartheid* de crime contre l'humanité, que la nation panaméenne répudie fermement.

216. A ce stade, nous souhaitons réaffirmer notre appui solidaire au peuple opprimé d'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération nationale dans leur juste lutte en vue d'éliminer l'*apartheid* et de créer une société démocratique non raciste qui garantisse les droits de l'homme et les libertés fondamentales de toute la population.

217. Dans ce contexte, nous réitérons notre soutien à l'African National Congress d'Afrique du Sud et au Pan Africanist Congress of Azania dans leur lutte héroïque contre le régime raciste minoritaire en vue d'éliminer totalement l'*apartheid* et de transformer l'Afrique du Sud en une société démocratique, exempte du racisme et de la discrimination.

218. Ma délégation réaffirme sa solidarité avec les Etats de première ligne et tient à exprimer sa reconnaissance à ceux qui contribuent courageusement à la lutte contre le régime d'*apartheid* et à l'élimination du colonialisme en Afrique.

219. Nous estimons que les actes d'agression répétés du régime raciste sud-africain contre des pays voisins et sa politique persistante d'oppression contre les peuples sud-africain et namibien constituent une grave menace à la paix et à la sécurité internationales, à laquelle il convient de mettre fin.

220. Compte tenu de ce que je viens de dire, ma délégation votera pour 10 des projets de résolution qui, pour l'essentiel, sont conformes à la politique étrangère de mon pays en la matière. Nous souhaitons, néanmoins, exprimer des réserves à l'égard de certains paragraphes qui ont été rédigés d'une telle façon qu'ils tendent à condamner, nommément et de façon sélective, certains pays avec lesquels le Panama entretient des relations diplomatiques. Cela étant, ma délégation ne pourra voter pour le projet de résolution A/38/L.25 et s'abstiendra donc lors du vote.

221. Néanmoins, ces réserves et cette abstention ne doivent être en aucune façon interprétées comme signifiant que nous approuvons la coopération de nombreux Etats avec le régime raciste d'Afrique du Sud, qui l'encourage dans sa politique d'*apartheid* et d'oppression.

222. M. QUIÑONES-AMÉZQUITA (Guatemala) [*interprétation de l'espagnol*] : Le Guatemala rejette et condamne la politique de discrimination raciale et l'application de principes contraires à l'humanisme comme ceux promus par l'*apartheid*. En conséquence, nous voterons pour cinq des projets de résolution présentés : A/38/L.21, L.24, L.28, L.30 et L.31. Néanmoins, nous nous abstenons de voter pour les autres projets de résolution, que nous estimons sélectifs, en ce sens qu'ils mentionnent nommément certains Etats et que le libellé de certains de leurs paragraphes n'est pas pertinent et pourrait être amélioré.

223. M. KOLBY (Norvège) [*interprétation de l'anglais*] : Je vais expliquer le vote de ma délégation sur le projet de résolution A/38/L.30.

224. La Norvège a pour politique déclarée de ne pas vendre de pétrole à l'Afrique du Sud. Cette politique est respectée par les compagnies qui exploitent les gisements de pétrole du plateau continental de la Norvège.

225. Conformément à sa politique constante contre le régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud et à sa politique sur les livraisons de pétrole en particulier, le Gouvernement norvégien a pris l'initiative en 1981 d'organiser une conférence des pays producteurs et exportateurs de pétrole, qui ont déclaré que leur politique était de ne pas vendre de pétrole à l'Afrique du Sud. Cette initiative a été entérinée par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/69 J du 9 décembre 1982.

226. Bien qu'elle en appuie énergiquement l'objectif général, qui est de promouvoir un embargo efficace sur les livraisons de pétrole à l'Afrique du Sud, la Norvège ne pourra voter pour le projet de résolution A/38/L.30. En effet, alors que des consultations ont lieu sur les dispositions à prendre pour la convocation de la conférence prévue dans la résolution 37/69 J, la Norvège estime qu'il est inopportun de présenter un projet de résolution qui gêne les consultations en cours et préjuge l'issue de la conférence. Cela d'autant plus que le projet de résolution mentionne l'approvisionnement illicite de l'Afrique du Sud en pétrole, bien qu'il n'existe aucune décision contraignante du Conseil de sécurité à cet effet.

227. M. KHOJANE (Lesotho) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation du Lesotho votera pour sept des projets de résolution, mais souhaite faire des réserves sur les paragraphes 12, 13 et 14 du projet de résolution A/38/L.20. Ces réserves sont conformes à la position adoptée par le Lesotho sur les sanctions contre l'Afrique du Sud.

228. Pour les mêmes raisons, ma délégation s'abstiendra sur les projets de résolution A/38/L.21, L.23, L.28 et L.30.

229. M. VAN LIEROP (Vanuatu) [*interprétation de l'anglais*] : Sur instructions de mon gouvernement, Vanuatu votera pour tous les projets de résolution.

230. Une fois encore, certains membres de l'Assemblée générale ont exprimé — et vraisemblablement d'autres en exprimeront — des réserves et un désaccord sur la teneur et le libellé de tous les projets de résolution. De notre côté, nous aurions peut-être mis un accent quelque peu différent dans certaines sections de ces textes et aurions préféré que certains paragraphes soient libellés dans des termes différents. Cependant, nous sommes convaincus que ces questions sont relativement mineures si l'on considère dans son ensemble le crime — oui, le crime — que constitue l'*apartheid*.

231. Si nous étions les victimes directes de l'*apartheid*, nous choisirions peut-être d'exprimer nos sentiments dans des termes différents, parce que le fait demeure que les appels lancés en termes modérés et non spécifiques à la conscience collective de l'Afrique du Sud et de ses amis déclarés semblent rester sans écho. Il est regrettable que ceux qui se rangent aux côtés de l'Afrique du Sud fassent plus d'efforts pour protester de l'honnêteté de leurs intentions que pour protester contre le refus persistant de l'Afrique du Sud d'amener cette société malade à suivre le courant du dernier quart du XX^e siècle et à se joindre à la famille des pays civilisés, que ce soit dans la forme comme dans le fond.

232. Nous regrettons qu'un consensus ne puisse se dégager sur tous les projets de résolution. Cependant, nous regrettons encore davantage qu'aucun consensus ne soit possible hors de cette salle dès qu'il s'agit de l'*apartheid*. Nous ne sommes pas satisfaits de tout ce qui est mentionné dans les projets de résolution, mais nous le sommes encore moins de la situation à laquelle se heurte constamment dans la vie quotidienne la population sud-africaine. En outre, les termes utilisés par certains pour justifier leurs relations étroites avec le régime d'*apartheid* sont loin de nous satisfaire.

233. En tant que nation, Vanuatu croit en la modération, la raison et la patience. Cependant, nous reconnaissons volontiers que, bien que nous soyons tous ici des victimes de fait de l'*apartheid*, aucun d'entre nous ne peut en son âme et conscience demander aux victimes directes de ce régime, le peuple sud-africain, le peuple namibien ou les peuples des Etats africains voisins, de se montrer plus modérées, plus raisonnables ou plus patientes qu'elles ne l'ont été à ce jour. Nous sommes convaincus qu'il est encore temps d'éviter une conflagration majeure en Afrique australe, à condition que le monde ait la volonté d'écouter et d'agir. Ne nous laissons cependant pas abuser par de prétendus changements pacifiques en Afrique du Sud. De par sa nature même, l'*apartheid* n'est pas un régime pacifique et n'a pas été imposé pacifiquement. Ce n'est que lorsque cette doctrine odieuse aura été éliminée que des changements pacifiques seront possibles, qui permettront d'éliminer les effets profonds qu'elle a sur la société sud-africaine. Nous attendons ce jour avec impatience.

234. Entre-temps, ne nous laissons pas détourner de la tâche qui nous attend. Par le verbe et l'action, faisons savoir clairement et une fois pour toutes que nous rejetons complètement tout système social qui juge les êtres humains en se fondant sur leur race, leur religion, leur sexe ou sur leur position sociale. Nous sommes d'accord avec ceux qui estiment qu'il existe des moyens plus efficaces pour lutter contre l'*apartheid*; ces moyens existent et nous demandons instamment à ceux qui en ont la possibilité de nous montrer le chemin à suivre en recourant à des actes et non à des mots.

235. Entre-temps, le seul message à transmettre à l'Afrique du Sud et à son peuple éprouvé c'est de leur faire savoir que nous nous joignons à la majorité des nations du monde pour appuyer les projets de résolution dont nous sommes saisis.

236. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur les 11 projets de résolution dont elle est saisie. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières des projets de résolution A/38/L.20, L.21, L.24, L.25, L.30 et L.31 est contenu dans le document A/38/L.20.

237. Je mets d'abord aux voix le projet de résolution A/38/L.20 et Corr.1, intitulé « Situation en Afrique du Sud ». Un vote séparé a été demandé pour le paragraphe 12 de ce projet de résolution. S'il n'y a pas d'objection, je mettrai d'abord aux voix ce paragraphe. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie⁷, Botswana, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Chine, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Guinée équatoriale, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Seychelles, Sierra Leone, République arabe syrienne, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Portugal, Iles Salomon, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Birmanie, République centrafricaine, Tchad, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Fidji, Gabon, Gambie, Grèce, Guatemala, Haïti, Inde, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Lesotho, Malawi, Maurice, Oman, Panama, Pérou, Philippines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sénégal, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Zaïre.

Par 71 voix contre 22, avec 44 abstentions, le paragraphe 12 du projet de résolution est adopté.

238. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution A/38/L.20 et Corr.1 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bouthan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-

Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Belgique, Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Autriche, Danemark, Finlande, Grèce, Guatemala, Irlande, Côte d'Ivoire, Malawi, Espagne, Suède.

Par 124 voix contre 16, avec 10 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 38/39 A).

239. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant passer au vote sur le projet de résolution A/38/L.21 et Add.1, intitulé « Programme d'action contre l'apartheid ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, France, Gabon, Gambie, République démocratique d'Allemagne, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Botswana, Canada, Danemark, Finlande, Allemagne, République fédérale d', Grèce, Islande, Irlande, Italie, Japon, Lesotho, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Swaziland, Suède.

Par 128 voix contre 2, avec 22 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 B).

240. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous allons maintenant passer au projet de résolu-

tion A/38/L.22 et Add.1, intitulé « Incidences de l'*apartheid* sur les pays de l'Afrique australe », tel qu'amendé oralement par le représentant de l'Ouganda. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie Saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Paraguay, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Guatemala, Malawi, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 146 voix contre 2, avec 4 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 C).

241. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/38/L.23 et Corr.1, intitulé « Sanctions contre l'Afrique du Sud ». Des votes séparés ont été demandés sur les huitième et dixième alinéas du préambule, et s'il n'y a pas d'objection je vais les mettre aux voix.

242. Je mets d'abord aux voix le huitième alinéa du préambule. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Chine, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Ethiopie, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Suriname, République arabe syrienne, Tuni-

sie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Portugal, Iles Salomon, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Birmanie, République centrafricaine, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, Grèce, Guatemala, Honduras, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malawi, Maurice, Maroc, Oman, Panama, Pérou, Philippines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Singapour, Espagne, Sri Lanka, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Zaïre.

Par 71 voix contre 22, avec 40 abstentions, le huitième alinéa du préambule du projet de résolution est adopté.

243. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Un vote enregistré a été demandé sur le dixième alinéa du préambule que je mets maintenant aux voix.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Chine, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, République arabe syrienne, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Portugal, Iles Salomon, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bhoutan, Bolivie, République centrafricaine, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, Gambie, Grèce, Guatemala, Honduras, Indonésie, Côte d'Ivoire, Malawi, Mali, Maurice, Oman, Panama, Pérou, Philippines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Singapour, Espagne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Zaïre.

Par 72 voix contre 22, avec 40 abstentions, le dixième alinéa du préambule du projet de résolution est adopté.

244. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/38/L.23 et Corr.1 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie Saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Botswana, Danemark, Finlande, Grèce, Guatemala, Islande, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Espagne, Swaziland, Suède.

Par 122 voix contre 10, avec 18 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 38/39 D).

245. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au vote sur le projet de résolution A/38/L.24 et Add.1, intitulé « Programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines,

Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 149 voix contre une, avec 2 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 E).

246. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant passer au vote sur le projet de résolution A/38/L.25 et Corr.1, intitulé « Relations entre Israël et l'Afrique du Sud ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay⁸, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Bahamas, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Fidji, Guatemala, Haïti, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Malawi, Panama, Paraguay, Portugal, Samoa, Iles Salomon, Espagne.

Par 106 voix contre 18, avec 17 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 F).

247. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution A/38/L.26 et Corr.1, intitulé « Collaboration militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud ». Des votes séparés ont été demandés sur le dixième alinéa du préambule et sur le paragraphe 3. S'il n'y a pas d'objection, je les mettrai aux voix.

248. Je mets donc d'abord aux voix le dixième alinéa du préambule. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Chine, Comores, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Sri Lanka, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Portugal, Iles Salomon, Espagne, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, République centrafricaine, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, Gambie, Grèce, Guatemala, Haïti, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malawi, Maurice, Oman, Panama, Philippines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Singapour, Togo, Turquie, Uruguay, Zaïre.

Par 79 voix contre 23, avec 33 abstentions, le dixième alinéa du préambule du projet de résolution est adopté.

249. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 3. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Botswana, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap Vert, Chine, Comores, Congo, Cuba, Tchécoslovaquie, Yémen démocratique, Equateur, Ethiopie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Seychelles, Sierra Leone, République arabe syrienne, Thaïlande, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Paraguay, Portugal, Iles Salomon, Espagne, Suède, Royaume-Uni

de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Bahamas, Barbade, Belize, Bhoutan, Bolivie, Birmanie, République centrafricaine, Tchad, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Guinée équatoriale, Fidji, Gabon, Gambie, Grèce, Guatemala, Inde, Indonésie, Côte d'Ivoire, Malawi, Mali, Maurice, Oman, Panama, Pérou, Philippines, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Zaïre.

Par 72 voix contre 23, avec 39 abstentions, le paragraphe 3 du projet de résolution est adopté.

250. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant passer au vote sur le projet de résolution A/38/L.26 et Corr.1 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Australie, Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Italie, Paraguay, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Guatemala, Islande, Irlande, Côte d'Ivoire, Japon, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Espagne, Suède.

Par 122 voix contre 9, avec 17 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 38/39 G).

251. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/38/L.27 et Add.1, intitulé « Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud ». Puis-je conclure que l'Assemblée générale désire adopter ce projet de résolution ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 H).

252. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de

résolution A/38/L.28 et Add.1, intitulé « Investissements en Afrique du Sud ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pay-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Botswana, Canada, France, Allemagne, République fédérale d', Italie, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 140 voix contre une, avec 9 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 I).

253. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/38/L.30 et Add.1, intitulé « Embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan,

Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, France, Allemagne, République fédérale d', Luxembourg, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Botswana, Canada, Grèce, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Lesotho, Malawi, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Swaziland.

Par 130 voix contre 6, avec 14 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 J).

254. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/38/L.31 et Add.1, intitulé « L'apartheid dans les sports ». Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Iles Salomon, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Danemark, Allemagne, République fédérale d', Islande, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 145 voix contre une, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 38/39 K).

255. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après le vote. A cet égard, je leur demande de respecter le règlement intérieur de l'Assemblée générale.

256. M. NASHID (Maldives) [*interprétation de l'anglais*] : Nous avons voté pour tous les projets de résolution, convaincus que nous sommes que les mesures énoncées dans ces textes sont les plus appropriées et sont nécessaires pour éliminer l'*apartheid* et appuyer la lutte légitime du peuple opprimé d'Afrique du Sud.

257. Notre vote positif sur le projet de résolution A/38/L.23 ne signifie cependant pas que nous soyons d'accord avec le dixième alinéa du préambule, qui mentionne nommément certains pays amis. Comme nous l'avons déclaré précédemment, nous appuyons l'orientation générale de tous les projets de résolution pertinents et pensons que des mesures effectives sont nécessaires pour mettre un terme à la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud et pour répondre aux aspirations de sa population noire majoritaire.

258. M. PAVANARIT (Thaïlande) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a voté pour tous les projets de résolution, en raison de la vive opposition manifestée par mon gouvernement à l'égard de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Le Gouvernement thaïlandais réaffirme son appui aux efforts internationaux pour éliminer toutes les formes de discrimination raciale et de persécution en Afrique du Sud. Dans le passé, mon gouvernement a fermement condamné la pratique odieuse de la discrimination raciale et maintiendra cette position jusqu'à ce qu'il y soit mis fin. Le Ministre des affaires étrangères de Thaïlande a déclaré :

« La politique cruelle et inhumaine de l'*apartheid* est contraire aux principes de justice et aux valeurs morales. La persécution systématique des dirigeants africains est injustifiée et déplorable; elle constitue une violation grossière et persistante des droits de l'homme. »

259. La Thaïlande est convaincue que l'Afrique du Sud doit appartenir à tous les peuples qui la composent et que tous ces peuples doivent bénéficier des mêmes droits et que leur dignité humaine doit être respectée en vertu de la loi. Une attitude contraire ne peut qu'entraîner l'instauration d'un climat de tension permanente et une escalade du conflit, avec de graves conséquences pour la paix et la stabilité internationales.

260. Bien que nous nous soyons prononcés pour tous les projets de résolution, nous émettons des réserves sur quelques parties de certains d'entre eux, notamment sur le paragraphe 12 du projet de résolution A/38/L.20 et sur les huitième et dixième alinéas du projet de résolution A/38/L.23, qui font état nommément de certains pays avec lesquels mon pays entretient de bonnes relations diplomatiques. Ma délégation est fermement convaincue que l'Assemblée générale devrait, sur la question qui nous occupe, adopter une position collective. Citer nommément des pays sur une base sélective crée la division et ne va pas dans le sens d'une action positive. N'eût-ce été le cas, les projets de résolution auraient bénéficié du consensus le plus large, qu'ils méritent d'ailleurs pleinement.

261. M. SUCHARIPA (Autriche) [*interprétation de l'anglais*] : L'Autriche s'est toujours opposée à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et a affirmé — tout récemment encore, lors du débat sur cette question [60^e séance] — qu'une institutionnalisation de la politique de discrimination raciale ne saurait, en aucun cas, servir de fondements à une société

démocratique viable. Cette ferme conviction trouve son expression dans le vote positif émis par l'Autriche sur un certain nombre des projets de résolution qui viennent d'être adoptés. Cependant, l'Autriche n'a pu appuyer plusieurs projets de résolution, pour des raisons inhérentes au système juridique interne de l'Autriche, qui interdirait la mise en œuvre de ces textes sur le plan national, ainsi que pour des raisons exprimées en détail par ma délégation [79^e séance] et concernant des dispositions identiques contenues dans les projets de résolution adoptés par l'Assemblée sur la question de Namibie.

262. Je tiens à réaffirmer une fois encore que, selon les vues de l'Autriche, les Nations Unies devraient concentrer tous leurs efforts pour parvenir à des réformes politiques et sociales par des moyens pacifiques, comme le prévoit la Charte des Nations Unies, et, en aucun cas, appuyer la lutte armée ou l'utilisation de la force en tant qu'instrument de réforme. Je tiens aussi à renouveler la position de l'Autriche selon laquelle le fait d'attirer arbitrairement l'attention sur des Etats Membres ou groupes d'Etats Membres aux fins de condamnation, ou pour toute autre raison, dans des résolutions de l'Assemblée générale est injustifié et négatif et ne peut en aucun cas servir la cause du peuple opprimé d'Afrique du Sud.

263. En outre, nous avons de sérieuses réserves quant à toute ingérence dans le processus d'examen de la question par le Conseil de sécurité et nous n'appuierons aucune décision préjugant ses décisions et prérogatives. En ce qui concerne le projet de résolution A/38/L.22, je tiens à ajouter que la délégation autrichienne a voté pour le projet de résolution parce qu'elle est d'accord avec la teneur générale de ce texte. Nous avons cependant quelques réserves à l'égard du dernier alinéa du préambule, pour des raisons identiques à celles mentionnées ci-dessus.

264. M. DUQUE (Philippines) [*interprétation de l'anglais*] : Les Philippines ont toujours soutenu la cause du peuple opprimé d'Afrique du Sud et c'est pourquoi nous avons toujours voté pour toutes les résolutions s'opposant à l'*apartheid* en Afrique du Sud. Ma délégation a une fois de plus voté pour les projets de résolution qui viennent d'être adoptés.

265. Néanmoins, ma délégation a des réserves à l'égard de certains paragraphes de certains projets de résolution. Pour ce qui est de ces paragraphes, ma délégation s'est donc abstenue lors du vote. Dans ces paragraphes, on condamne de façon sélective certains Etats en les nommant; c'est une pratique qui ne nous rapproche pas de notre objectif. Une formule moins sélective et plus acceptable aurait été préférable pour assurer l'adoption par consensus des projets de résolution.

266. M. LASARTE (Uruguay) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation uruguayenne a voté pour les projets de résolution A/38/L.20 à L.28, L.30 et L.31.

267. Pendant les sessions précédentes de l'Assemblée générale, ces résolutions et celles qui les ont précédées ont été une affirmation politique catégorique sur l'*apartheid*. Au-delà du contenu des projets de résolution, de leur texte et de leurs recommandations, on pose en termes politiques la nécessité d'une déclaration sans équivoque et catégorique sur l'*apartheid* et de l'adoption de mesures pour lutter contre l'*apartheid*. Le vote positif de l'Uruguay fait donc écho à cette position, sans la moindre équivoque. Il s'agit avant tout d'une condamnation et d'une répudiation d'une forme particulièrement odieuse de discrimination qui érige l'injustice en doctrine et la traduit en politique.

268. Il faut associer à cette position de principe une solidarité très ferme avec tous les peuples, en particulier ceux de l'Afrique, qui sont décidés à éliminer l'*apartheid*. Il est évident que cette position est conforme à la politique

constante de mon pays dans le cadre des normes internationales et des normes du droit national qui visent à s'opposer à toutes les formes de discrimination entre êtres humains dans n'importe quelle partie du monde.

269. Tout comme au cours de sessions précédentes, ma délégation souhaite encore une fois exprimer des réserves sur certains libellés des projets de résolution qui ont été adoptés, en particulier les suivants. Premièrement, l'application de mesures conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies relève de la compétence du Conseil de sécurité. Deuxièmement, la représentation des peuples sera choisie par chacun d'entre eux dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Troisièmement, évoquer nommément certains Etats Membres et les condamner de façon sélective, sans s'appuyer sur des preuves véritables, est inacceptable. Quatrièmement, le rôle des institutions de coopération économique internationale doit être libre de toutes considérations politiques. Cinquièmement, ma délégation croit comprendre que, dans aucune des résolutions adoptées, n'est institutionnalisé le recours à la lutte armée, conformément aux paragraphes 4 et 5 de la résolution 473 (1980) du Conseil de sécurité.

270. Les réserves que je viens d'exprimer sont analogues à celles qui ont été faites par plusieurs délégations. Cela, compte tenu en outre du peu de résultats obtenus dans les tentatives faites pour modifier la situation de l'*apartheid* et des résultats de votes enregistrés lors des dernières sessions de l'Assemblée générale, mérite réflexion. Comme ma délégation l'a déjà fait observer au cours de la dernière session, l'absence de consensus n'est pas dû à des divergences de vues sur la nécessité d'éliminer l'*apartheid*, mais à des réserves exprimées sur certains aspects des résolutions.

271. Il convient de rappeler que, dans les résolutions adoptées en la matière, on cherche avant tout à définir un objectif politique net susceptible d'être appuyé sans condition ni réserve par la communauté internationale. A cet égard, on trouve la base de cet objectif politique au paragraphe 4 de la résolution 473 (1980) du Conseil de sécurité et au paragraphe 23 de la résolution 37/69 A de l'Assemblée générale, repris, de façon partielle, au paragraphe 2 du projet de résolution A/38/L.20 qui vient d'être adopté. Il s'agit de dire avec clarté que l'objectif des efforts collectifs vise à éliminer l'*apartheid* en Afrique du Sud et à instaurer une société démocratique, excluant toute discrimination entre les races et dans laquelle le peuple pourra librement déterminer son propre destin.

272. Il serait également nécessaire de réorganiser les mesures prises relativement à l'Afrique du Sud pour qu'elles soient plus généralement acceptées et soient ainsi plus efficaces en vue d'atteindre l'objectif final. Dans ce sens, les résolutions du Conseil de sécurité représentent un cadre fondamental qu'il faudrait élargir et renforcer grâce à la collaboration harmonieuse de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et conformément à la Charte. Dans le cadre de la Charte, il est possible de convenir d'un ensemble de mesures appropriées qui seront appuyées politiquement par la communauté internationale. C'est de cette façon que nous pourrions faire des progrès véritables dans la réalisation de notre objectif.

273. M. JANNUZZI (Italie) [*interprétation de l'anglais*]: L'Italie a toujours bien précisé sa position ferme et constante à l'égard de l'*apartheid*. A cet égard, je tiens à répéter que nous sommes pleinement d'accord avec les vues exprimées ici par le représentant de la Grèce au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne.

274. Aussi, c'est avec un regret profond que nous n'avons pas été en mesure d'appuyer tous les projets de résolution. Bien que nous soyons entièrement d'accord

avec la portée de nombreuses propositions, comme l'a fait observer le représentant de la Grèce, nous nous sommes rendu compte une fois encore que les textes contenaient certains éléments de division ainsi que certaines mentions injustifiées et non fondées qui ne contribuent certainement pas à faire avancer la cause de la lutte contre l'*apartheid* mais qui, au contraire, limitent le consensus nécessaire.

275. Dans ce contexte, je tiens à réaffirmer que l'Italie ne coopère pas et n'a pas l'intention de coopérer, dans les domaines militaire et nucléaire, avec l'Afrique du Sud. C'est donc avec regret que nous avons été obligés de voter contre les propositions figurant dans le projet de résolution A/38/L.26, parce que, outre les réserves que nous avons à propos d'autres dispositions du texte et sur lesquelles nous nous étions toujours abstenus lors de votes antérieurs, il est à nos yeux inacceptable de mentionner certains Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, comme on le fait au dixième alinéa du préambule et aux paragraphes 2 et 3 de ce projet de résolution.

276. Nous sommes parfaitement conscients de la situation difficile que connaissent actuellement les pays voisins de l'Afrique du Sud et c'est pourquoi nous avons accordé une priorité élevée à notre programme de coopération avec ces pays. Nous souscrivons à l'objectif fondamental du projet de résolution A/38/L.22, et c'est pour cette raison que nous l'avons appuyé. Cependant, je tiens à exprimer officiellement des réserves sérieuses sur le libellé et les dispositions de plusieurs de ses parties, et en particulier la mention inacceptable, que nous trouvons au dernier alinéa du préambule, d'un Etat Membre, en l'occurrence les Etats-Unis, mention que nous rejetons totalement.

277. Enfin, je réitère nos réserves bien connues sur le recours à la lutte armée et sur les mesures obligatoires proposées dans plusieurs projets de résolution.

278. M. NISHIMURA (Japon) [*interprétation de l'anglais*]: Le Japon continue de s'opposer fermement à la pratique de l'*apartheid* et il coopère de son mieux aux efforts déployés par les Nations Unies en vue d'éliminer l'*apartheid*. En conséquence, ma délégation s'est toujours efforcée d'adopter une attitude positive à l'égard des divers projets de résolution présentés au titre de ce point. C'est dans cet esprit que ma délégation a appuyé les cinq projets de résolution : A/38/L.22, L.24, L.27, L.28 et L.31. En fait, nous avons parrainé le projet de résolution A/38/L.27 sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, dont nous apprécions grandement les efforts. Malheureusement, toutefois, comme au cours d'années antérieures, ma délégation n'a pu appuyer certains projets de résolution parce qu'ils prêtent à l'affrontement et sont tout à fait stériles.

279. Ma délégation a voté contre le projet de résolution A/38/L.20 parce qu'il contient de nombreux éléments, tels que ceux figurant aux paragraphes 4, 7 et 12 à 15, que mon gouvernement ne peut appuyer.

280. Pour ce qui est du projet de résolution A/38/L.21, il est regrettable que le Programme d'action contre l'*apartheid* ait été proposé sans avoir été discuté en profondeur et bien qu'un programme d'action pour combattre l'*apartheid* ait été adopté, après de longues négociations, lors de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève du 1^{er} au 12 août 1983⁹. Néanmoins, comme ma délégation apprécie l'idée fondamentale de ce projet de résolution et certains éléments du Programme d'action contre l'*apartheid*, nous n'avons pas voté contre ce texte mais nous sommes abstenus.

281. En ce qui concerne le projet de résolution A/38/L.22, ma délégation a voté en sa faveur parce nous en appuyons l'idée générale, à savoir que la communauté internationale devrait renforcer son soutien aux pays voisins de l'Afrique du Sud. Néanmoins, ma délégation souhaite faire remarquer qu'elle a de sérieuses réserves à propos du dernier alinéa du préambule du projet de résolution, spécialement pour ce qui est d'accuser nommément un pays donné, et à propos d'autres éléments qui lui paraissent étrangers à la question.

282. Pour ce qui est du projet de résolution A/38/L.23, qui vise à imposer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud, mon pays ne pense pas que de telles mesures puissent constituer un moyen rapide et efficace de parvenir à une solution pacifique de la question de l'*apartheid*. Qui plus est, le projet de résolution anticiperait les décisions du Conseil de sécurité qui, seul, a le pouvoir d'imposer des sanctions obligatoires. De plus, le paragraphe 1 du projet de résolution contient certains éléments dont mon pays ne peut garantir la mise en œuvre. C'est pour ces raisons que ma délégation a voté contre le projet de résolution.

283. Comme ma délégation l'a dit au cours du débat sur ce point [63^e séance], le Japon a adopté plusieurs mesures concrètes contre l'Afrique du Sud. A cette occasion, je souhaite souligner en particulier le fait que le Japon applique strictement l'embargo sur les armes et l'interdiction frappant tout investissement direct en Afrique du Sud.

284. Le paragraphe 3 du projet de résolution A/38/L.24 approuve le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/38/22]. Bien que ma délégation ait voté pour ce projet de résolution, nous ne pouvons accepter certaines parties des conclusions et recommandations figurant aux paragraphes 227 à 371 du rapport du Comité spécial. Ma délégation est aussi préoccupée par le paragraphe 4 du projet de résolution A/38/L.24, qui confère au Comité spécial contre l'*apartheid* une marge d'action beaucoup trop grande. Nous espérons sincèrement que le Comité spécial gèrera le crédit ouvert utilement.

285. Je voudrais dire, pour terminer, que ma délégation regrette que les projets de résolution qui viennent d'être adoptés accusent de façon marquée certains pays Membres. Nous tenons à faire remarquer que les divergences d'opinions quant à la façon de lutter contre l'*apartheid* devraient être conciliées grâce au dialogue et que les accusations réciproques ne servent à rien.

286. M. GUERREIRO (Brésil) [*interprétation de l'anglais*]: La délégation brésilienne a voté pour tous les projets de résolution. Elle l'a fait pour exprimer sa ferme condamnation de la politique haïe de l'*apartheid* et son appui à des mesures efficaces tendant à éliminer cette politique et à promouvoir le gouvernement par la majorité en Afrique du Sud. Cependant, nous avons quelques réserves à propos du libellé de certains des projets de résolution, qui ne nous paraît pas susceptible de nous rapprocher de nos objectifs communs pour ce qui est de l'Afrique du Sud.

287. M. PÉREZ (Chili) [*interprétation de l'espagnol*]: Ma délégation a voté pour la majorité des projets de résolution, réaffirmant ainsi sa condamnation de toute forme de racisme et de discrimination raciale et, en particulier, de l'*apartheid*.

288. La Constitution chilienne contient des préceptes très clairs qui s'opposent à la discrimination raciale. C'est une notion qui a vu le jour pratiquement avec l'indépendance de mon pays, il y a déjà plus de 150 ans de cela. C'est pourquoi nous aurions aimé pouvoir voter pour tous les projets de résolution qui viennent d'être

adoptés. Malheureusement, cela n'a pas été possible. N'importe quel observateur impartial reconnaîtra que les projets de résolution sur l'*apartheid* ont servi à introduire des éléments tout à fait étrangers au principe fondamental qui doit nous inspirer, à savoir la lutte contre l'*apartheid* sous toutes ses formes et partout où il se manifeste.

289. Le fait de désigner nommément certains Etats lorsqu'on parle de la collaboration avec l'Afrique du Sud est un exemple clair de la façon sélective et arbitraire dont certains paragraphes ont été rédigés. Cette sélectivité, qui ne contribue en rien au soutien solidaire de la communauté internationale à la lutte contre l'*apartheid*, constitue, en outre, une claire démonstration de la politisation de cette question et affecte la crédibilité même des projets de résolution que l'Assemblée générale vient d'adopter. Ce n'est pas exactement là la meilleure manière de contribuer avec efficacité à la lutte des peuples contre l'*apartheid*.

290. M. KEYES (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*]: La position de mon gouvernement a été exposée à maintes reprises devant les membres de cette assemblée, et tout récemment encore le 18 novembre [63^e séance]. Nous abhorrons tous l'*apartheid*. Nous avons tous l'obligation morale d'adopter des principes d'action qui favorisent son élimination.

291. Etant donné que cette position est largement partagée par les membres de l'Assemblée, nous sommes déçus de ce que, une fois de plus, ces projets de résolution aient été présentés sans qu'on ait essayé sérieusement d'en négocier le contenu et le libellé, ce qui conteste spécifiquement la bonne foi des Etats-Unis et d'autres Membres de l'Organisation des Nations Unies sur cette question. En outre, ces textes nous semblent s'inspirer d'une démarche générale à l'égard de la tâche à entreprendre pour éliminer l'*apartheid* qui rendra cette tâche plus difficile et plus violente.

292. De plus, nous devons cette année, comme les années précédentes, nous élever contre les efforts incessants visant à politiser de la sorte des organes techniques tels que le FMI et l'AIEA. Nous relevons en particulier le paragraphe 15 du projet de résolution A/38/L.20, qui prie l'AIEA de s'abstenir d'accorder à l'Afrique du Sud toute facilité susceptible de l'aider à mener à bien ses projets nucléaires et, en particulier, d'exclure l'Afrique du Sud de tous les groupes de travail techniques de l'AIEA. Nous estimons qu'il s'agit là d'une ingérence injustifiée dans les affaires intérieures de l'AIEA, organisation internationale indépendante dotée d'un statut qui lui est propre. Peut-être plus important, nous ne comprenons pas comment les efforts tendant à empêcher l'Afrique australe de se doter d'un armement nucléaire peuvent être servis en privant l'Afrique du Sud de tout contact avec l'organisation tout particulièrement chargée de participer à cet effort. A cet égard, le projet de résolution est le meilleur exemple de tout ce que nous trouvons inutile et qui, en fait, nuit sérieusement à tout effort réaliste visant à régler les problèmes en Afrique du Sud.

293. Enfin, nous ne pouvons que nous opposer aux critiques exagérées dont mon gouvernement et quelques autres sont l'objet dans plusieurs des projets de résolution. Pourquoi les auteurs de ces projets de résolution ont-ils ignoré les faits dont ils sont saisis? Pourquoi ont-ils négligé les considérations qui doivent normalement prévaloir entre gouvernements amis dans cette instance? A cet égard, je cite en tant qu'exemple, qui n'est certainement pas unique, car il s'accompagne de bien d'autres encore, les accusations contenues dans le projet de résolution A/38/L.26, et, en particulier, l'accusation relative à la décision prise par le Gouvernement des Etats-Unis d'autoriser des sociétés des Etats-Unis à fournir, sur la

base d'un contrat, des conseils et des services techniques à une firme sud-africaine dont les réacteurs nucléaires commerciaux fournissent de l'électricité à un réseau national. Cette autorisation ne représente pas la moindre violation de l'embargo sur les livraisons d'armements.

294. Cette question a déjà fait l'objet de la déclaration que nous avons faite ici, dans cette même salle, le 14 octobre [33^e séance]. Personne n'a essayé depuis de contester les renseignements fournis à ce moment-là. Le fait que seuls les Etats-Unis aient été cités, alors que — et l'Assemblée en a été informée — des sociétés ressortissantes d'un certain nombre d'autres Etats Membres ont fait des demandes pour passer les mêmes contrats, nous oblige à conclure que le paragraphe en question a été inséré, non pas en tant que contribution aux efforts anti-*apartheid*, mais en tant que tentative injustifiée de critiquer uniquement les Etats-Unis.

295. Pour terminer, je tiens à dire que nous sommes prêts à coopérer avec tous les hommes de bonne volonté dans le déploiement d'efforts positifs destinés à mettre fin à l'*apartheid*. Nous espérons qu'un jour les projets de résolution seront élaborés dans un esprit véritablement constructif et qu'ils mériteront et obtiendront l'appui unanime de tous ceux qui, comme nous-mêmes, s'engagent à promouvoir l'instauration de la justice en Afrique du Sud.

296. M. LOULICHKI (Maroc) : La délégation marocaine a voté pour tous les projets de résolution. Ce vote traduit la répudiation totale, par le Royaume du Maroc, de toute politique de discrimination raciale, quels qu'en soient le fondement et les motivations, et tout particulièrement de la forme la plus abjecte du racisme, l'*apartheid*. Ce vote traduit aussi la condamnation, par le Royaume du Maroc, de toutes les mesures prises par le régime d'Afrique du Sud pour perpétuer sa politique d'asservissement et d'humiliation de la majorité du peuple opprimé d'Afrique du Sud. Ce vote confirme enfin l'appui inconditionnel que le Royaume du Maroc a constamment et activement apporté au peuple frère d'Afrique du Sud pour la lutte héroïque qu'il continue de mener pour imposer l'instauration d'une société libre et démocratique.

297. L'élimination de l'*apartheid* étant une responsabilité collective de la communauté internationale, le rôle des Nations Unies et des institutions spécialisées est, à cet égard, décisif pour hâter l'émancipation de la majorité du peuple d'Afrique du Sud et permettre sa libération de la politique dégradante et impitoyable du régime raciste d'Afrique du Sud.

298. Les résolutions que l'Assemblée vient d'adopter — et pour lesquelles nous nous devons de rendre un hommage particulièrement mérité au Comité spécial contre l'*apartheid* — reflètent donc la position unanime de principe de la communauté internationale contre la politique d'*apartheid* d'Afrique du Sud, qui a été qualifiée, à juste titre, de crime international. Cependant, quelques résolutions comportent certains paragraphes où un langage particulier a été utilisé pour singulariser certains pays cités nommément, alors que nous ne considérons pas un tel langage comme toujours justifié et, en tout état de cause, susceptible de faciliter la mise en œuvre rapide et totale de ces résolutions. C'est le cas, en particulier, des projets de résolution A/38/L.20, L.23 et L.26 dont, d'ailleurs, la délégation marocaine, pour ces mêmes raisons, n'a pas pu se porter coauteur.

299. M. BAYONA MEDINA (Pérou) [interprétation de l'espagnol] : Conformément à sa position selon laquelle elle a toujours fermement rejeté et condamné le système d'*apartheid*, la délégation péruvienne a voté pour tous les projets de résolution. Néanmoins, nous souhaitons exprimer des réserves à l'égard des parties pertinentes de

certaines projets de résolution adoptés, dans lesquelles on condamne nommément certains Etats Membres. En effet, cette condamnation pourrait être interprétée comme étant sélective et, par conséquent, discriminatoire.

300. De même, je voudrais dire que la délégation péruvienne ne partage pas l'idée selon laquelle il conviendrait de chercher des solutions aux problèmes internationaux par la voie de la violence. C'est pourquoi nous avons des réserves à l'égard de certaines parties des résolutions dans lesquelles on encourage la lutte armée, car nous estimons que cela n'est pas conforme aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies.

301. M. KO (Birmanie) [interprétation de l'anglais] : La Birmanie a toujours rejeté la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, et cette ferme conviction se reflète dans notre vote affirmatif sur tous les projets de résolution qui viennent d'être mis aux voix. Ma délégation tient cependant à exprimer des réserves à propos du libellé de certains paragraphes des projets de résolution A/38/L.20, L.25 et L.26, dans lesquels certains pays sont nommés de façon sélective.

302. Mme CARRASCO MONJE (Bolivie) [interprétation de l'espagnol] : La délégation bolivienne appuie toute résolution relative à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain car, de même que la communauté internationale, nous condamnons énergiquement cette politique. Ce système méprisable de ségrégation raciale et d'oppression viole les principes les plus élémentaires des droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et, de plus, ignore les appels répétés de la communauté internationale pour que l'Afrique du Sud adopte des mesures appropriées en vue d'éliminer ces pratiques et de permettre à tous les peuples d'Afrique du Sud de participer librement à la détermination de leur avenir. Cependant, ma délégation s'est abstenue lors du vote, qui a eu lieu séparément, sur certains paragraphes des projets de résolution, dans lesquels certains Etats sont mentionnés, car cela est contraire à la politique de respect et d'amitié que pratique le Gouvernement bolivien à l'égard de ces Etats.

303. M. ALI (Oman) [interprétation de l'arabe] : La délégation de l'Oman a toujours appuyé toutes les résolutions condamnant la politique d'*apartheid* pratiquée par l'Afrique du Sud. Ma délégation a voté pour tous les projets de résolution dont nous étions saisis aujourd'hui mais, en même temps, elle voudrait signaler qu'elle exprime des réserves à propos des paragraphes où sont condamnés de façon précise certains Etats amis avec lesquels nous entretenons des relations diplomatiques.

304. M. KNIPPING VICTORIA (République dominicaine) [interprétation de l'espagnol] : Une partie fondamentale de notre politique étrangère consiste à rejeter et à condamner la pratique odieuse de l'*apartheid*. Pour un pays comme la République dominicaine, dont l'élément humain est le fruit du mélange de sangs et de races le plus riche et le plus varié qui soit, toute forme de discrimination, qu'elle soit raciale, culturelle, économique, sociale ou politique, est une atteinte aux attributs les plus sacrés de notre nationalité. Ainsi, l'attitude de mon gouvernement ne saurait être différente, car elle est conforme à cette caractéristique multiraciale de notre peuple dont nous sommes si fiers. C'est pourquoi nous considérons que l'*apartheid* est un crime de lèse-humanité et un élément négatif qui constitue un attentat à la paix et à la sécurité internationales et, de ce fait, nous le rejetons totalement.

305. Ce principe incontestable de notre politique étrangère étant de la sorte clairement manifesté, j'aimerais maintenant expliquer le vote de ma délégation sur les

divers alinéas et paragraphes des différents projets de résolution qui ont fait l'objet de votes séparés. Ma délégation s'est abstenue à l'égard de ces alinéas et paragraphes car, comme en certaines occasions antérieures, nous avons dit que nous estimons que la pratique qui consiste à mentionner nommément des pays de façon sélective est négative. On introduit ainsi des éléments étrangers susceptibles d'entraver les objectifs des résolutions concernées. De plus, le libellé ainsi obtenu déséquilibre l'esprit et la lettre de ces résolutions et leur ôte une partie de leur objectivité. C'est une pratique qui, de plus, s'écarte du principe d'universalité qui devrait inspirer les décisions de l'Organisation.

306. C'est pour les mêmes raisons que nous nous sommes abstenus lors du vote sur le projet de résolution A/38/L.25. C'est le seul projet de résolution vis-à-vis duquel nous avons adopté cette attitude.

307. Ma délégation a souhaité, par cette explication de vote, faire connaître sa position de principe. Nous souhaitons également signaler que nous soutenons les projets de résolution qui sont conformes à notre rejet sans équivoque et à notre totale condamnation de cette politique odieuse et absurde — car on ne saurait la qualifier autrement — qu'est l'*apartheid*.

308. M. NGUAYILA MBELA KALANDA (Zaïre) : Ma délégation a voté pour 10 des 11 projets de résolution et n'a pas pris part au vote sur un des projets de résolution. Cependant, ma délégation tient à exprimer ses réserves sur les paragraphes où l'on cite nommément certains Etats qui entretiennent des relations diplomatiques avec mon pays.

309. M. GARCÍA-MORENO (Colombie) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation colombienne a traditionnellement rejeté la politique d'*apartheid* que nous jugeons être un crime de lèse-humanité. Notre position est en accord avec la politique invariable de mon pays qui s'oppose à toutes les formes de discrimination et soutient la lutte en faveur des libertés fondamentales dans tous les pays du monde, quelles que soient la race, la couleur ou les croyances de leurs peuples. Nous réaffirmons également notre solidarité à l'égard de la paix et de la justice.

310. La délégation colombienne accepte la plus grande partie des principes et des considérations présentés dans les projets de résolution et condamne catégoriquement la politique d'*apartheid* que nous avons rejetée avec insistance dans toutes les instances internationales. Pourtant, nous estimons que plusieurs projets de résolution contiennent des paragraphes qui leur ôtent de leur objectivité, de leur esprit de mesure et de leur équilibre. Ma délégation ne partage pas la condamnation sélective de pays avec lesquels la Colombie entretient des relations diplomatiques, et nous pensons que ces paragraphes ne peuvent pas conduire aux solutions que nous recherchons si fiévreusement.

311. C'est pour toutes ces raisons que ma délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/38/L.25 et que nous avons voté pour les autres projets de résolution.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social :

a) Rapport du Conseil;

b) Rapports du Secrétaire général

312. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Costa Rica, qui

souhaite présenter le projet de résolution A/38/L.16, sur l'Année internationale de la paix.

313. Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, c'est pour moi une grande satisfaction que de prendre la parole à l'Assemblée générale alors que vous présidez cette session.

314. C'est pour moi un très grand honneur que de m'adresser à l'Assemblée pour parler sur le sujet de l'Année internationale de la paix, qui, comme les membres le savent, sera célébrée en 1986, conformément à la résolution 37/16 de l'Assemblée générale, en date du 16 novembre 1982.

315. L'importance de l'Année internationale de la paix ainsi que la possibilité qui nous est offerte de la proclamer le 24 octobre 1985, date à laquelle on célébrera le quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, ne sauraient être sous-estimées, notamment face aux tensions internationales croissantes et à la nécessité pour la communauté internationale de redoubler d'efforts en vue de soutenir les principes et les objectifs de l'Organisation des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

316. On ne saurait ignorer que la situation actuelle du monde exige de tous un dévouement spécial en vue de promouvoir et de renforcer les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, qui visent à la réalisation de cet objectif tant souhaité. Tout au long de son histoire, l'humanité a aspiré à cet objectif, à cet idéal à réaliser pleinement, mais qu'elle n'a atteint que de façon précaire et fragmentaire. C'est pour cette raison que nous pensons qu'aujourd'hui plus que jamais il est essentiel de mener des activités conjointes à l'échelon de la communauté internationale en vue de créer un climat qui permettra une prise de conscience par tous, afin que se manifeste une volonté de coopération en vue d'établir une paix authentique dans le monde. C'est dans ces efforts que l'interdépendance et la volonté politique de reconnaître cette interdépendance jouent un rôle important.

317. Dans la partie qui s'intitule « Edification de la paix perpétuelle » — *Pax Perpetuo Aedificanda* — de l'exhortation remarquable et inspirée qu'il a prononcée le 13 novembre 1983 devant l'Académie pontificale des sciences, le Saint-Père, Sa Sainteté Jean-Paul II, a déclaré :

« La paix doit se bâtir sans cesse. La paix est un effort continu qui, dans la mesure où il incombe à votre responsabilité, a été confié à vos recherches, aux applications techniques que vous devez diriger avec votre autorité, à la promotion de la justice avec cette liberté; cette liberté de pensée qui vous permet d'adopter d'autres options lorsqu'on essaie de les violer, afin d'exploiter le fruit de vos recherches et de vos découvertes et de les utiliser contre la justice et la paix.

« Plus que toute autre, la communauté scientifique est une communauté de paix, parce que votre recherche vigoureuse de la vérité dans le domaine de la nature se fait indépendamment des idéologies et par conséquent des conflits qui en résultent. Votre activité appelle une collaboration sincère et la participation franche aux résultats de vos recherches. »

318. Qu'il me soit maintenant permis, au nom des auteurs, de présenter le projet de résolution A/38/L.16. Le texte que je présente permettra de poursuivre les préparatifs de l'Année internationale de la paix. Comme on peut le constater, c'est un texte de procédure qui propose les étapes à suivre, telles qu'elles sont décrites dans le rapport du Secrétaire général [A/38/413 et Add.1], qui a été préparé conformément à la résolution 37/16.

319. Dans ce projet de résolution, l'Assemblée prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général. Elle reconnaît que l'Année internationale de la paix présente une importance spéciale et devra permettre à l'Organisation des Nations Unies et à ses Etats Membres de consacrer leurs efforts à la promotion des idéaux de paix, en témoignage de leur volonté de servir la paix par tous les moyens possibles. Un de ces moyens — et ce n'est pas le seul — est la célébration de l'Année; il s'agit aussi de l'organisation des activités préliminaires, dont des séminaires régionaux en vue d'encourager l'appui et le soutien nécessaires pour que la célébration de l'Année soit productive et revête une signification particulière.

320. Les paragraphes 1 et 2 du projet de résolution sont nets et clairs. Au paragraphe 3, l'Assemblée prie le Secrétaire général de créer un fonds de contributions volontaires pour financer le programme de l'Année et elle demande instamment à tous les Etats et aux organisations intéressées d'y contribuer généreusement. Au paragraphe 4, l'Assemblée prie le Secrétaire général d'effectuer en 1984-1985 les préparatifs nécessaires à la célébration de l'Année internationale de la paix, notamment d'organiser des séminaires régionaux destinés à promouvoir les objectifs de l'Année. Ma délégation pense que ce n'est pas trop demander à l'Assemblée générale que d'adopter ces crédits modestes en vue d'organiser ces séminaires, qui sont décrits dans le rapport du Secrétaire général [A/38/413, annexe V] et dont les incidences administratives et financières figurent dans le rapport de la Cinquième Commission [A/38/658].

321. Au paragraphe 5, l'Assemblée prie en outre le Secrétaire général de lui faire rapport lors de sa trente-neuvième session sur le projet de programme de l'Année et sur les dispositions prises pour en assurer le financement. Enfin, au paragraphe 6, l'Assemblée décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session une question intitulée « Année internationale de la paix ».

322. Ma délégation et les autres auteurs expriment l'espoir que ce projet de résolution sera adopté sans vote et, à cet égard, nous lançons un appel à la bonne volonté de toutes les délégations.

323. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*) : J'invite maintenant le représentant des Etats-Unis d'Amérique à présenter l'amendement contenu dans le document A/38/L.41 au projet de résolution A/38/L.16.

324. M. KEYES (Etats-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Il y a un an, lors de la trente-septième session de l'Assemblée générale [69^e séance], mon gouvernement s'était rallié au consensus sur la résolution 37/16, qui déclarait 1986 Année internationale de la paix. Cependant, à cette époque, ma délégation, ainsi que d'autres, avait demandé que le Secrétariat mette au point un programme financier pour l'année. Nous avions souligné que nous espérions que le Secrétaire général veillerait à ce que les besoins financiers soient conformes aux directives énoncées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1980/67 et adoptées par l'Assemblée générale dans sa décision 35/424, notamment les suivantes :

« Une année ne doit pas être proclamée avant que les arrangements de base nécessaires à son financement aient été pris et ce financement doit en principe être assuré par des contributions volontaires. »

325. Mon gouvernement est profondément préoccupé par la déclaration du Secrétaire général sur les incidences administratives et financières du projet de résolution [A/C.5/38/60]. En effet, il y est demandé 445 400 dollars dans le cadre des services de conférence pour l'organisation de cinq séminaires régionaux et un crédit supplémentaire

de 84 000 dollars pour les frais de voyage et de subsistance du personnel du Secrétariat et des experts. Ce dernier chiffre a été par la suite réduit à 70 000 dollars par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission [voir A/38/658].

326. Afin d'être en mesure de nous rallier cette année au consensus sur cette question, nous avons donc présenté un amendement — A/38/L.41 — au paragraphe 4 du projet de résolution A/38/L.16, où nous employons l'expression « d'utiliser le fonds de contributions volontaires » après les mots « le Secrétaire général » et avant les mots « d'effectuer en 1984-1985 les préparatifs nécessaires ». Le paragraphe, tel qu'amendé, se lirait comme suit :

« Prie également le Secrétaire général d'utiliser le fonds de contributions volontaires pour effectuer en 1984-1985 les préparatifs nécessaires à la célébration de l'Année internationale de la paix, notamment d'organiser des séminaires régionaux destinés à promouvoir les objectifs de l'Année ».

Nous demandons à l'Assemblée de bien vouloir étudier soigneusement et de façon favorable cet amendement.

327. Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica) (*interprétation de l'espagnol*) : Ma délégation comprend très bien les raisons pour lesquelles le représentant des Etats-Unis a proposé un amendement au paragraphe 4 du projet de résolution A/38/L.16. Il propose d'insérer les mots « d'utiliser le fonds de contributions volontaires » pour financer les séminaires régionaux.

328. Ma délégation, qui n'a pas eu le temps de consulter tous les autres auteurs, étant donné que cet amendement vient seulement d'être présenté, regrette de ne pas pouvoir accepter cette proposition. D'abord, la Cinquième Commission a déjà adopté une décision en la matière, ce matin, avec une marge très large. Deuxièmement, le financement de séminaires régionaux n'est pas opposé aux directives sur la célébration d'années internationales; nous en avons un exemple avec l'Année internationale de la jeunesse, avec un crédit de 850 000 dollars. Troisièmement, nous ne souhaitons pas, alors qu'on n'a pas encore annoncé les contributions au fonds volontaire qui est conçu spécialement pour financer la célébration de l'Année, qu'il assume une charge qui réduirait sans aucun doute les fonds nécessaires pour donner à la célébration de l'Année toute son importance.

329. Ma délégation prie instamment notre collègue des Etats-Unis d'envisager d'accepter une modification à sa proposition contenue dans le document A/38/L.41. Notre proposition consiste à éliminer les termes qu'il propose d'ajouter au paragraphe 4 du projet de résolution, c'est-à-dire : « d'utiliser le fonds de contributions volontaires ». A la fin du paragraphe 4, après les mots « de l'Année » — il s'agit là d'une révision de notre document que nous pourrions insérer si elle est adoptée —, il faudrait remplacer le point virgule par une virgule et ajouter : « et que ceux-ci soient financés, dans la mesure du possible, par les ressources existantes, conformément à la décision de la Cinquième Commission ». Si le représentant des Etats-Unis acceptait cette révision, nous pourrions peut-être adopter ce projet de résolution sans vote. Les termes « dans la mesure du possible » ont d'ailleurs été acceptés par les Etats-Unis à la Deuxième Commission.

330. Comme on nous l'a dit ce matin à la Cinquième Commission, le montant qui dépasse les ressources existantes pour les séminaires n'est que de 70 000 dollars et non de 84 000 dollars, comme l'indique le paragraphe 9 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [A/C.5/38/60]. C'est un montant

modeste qui est peut-être même inférieur à ce chiffre selon le lieu où se tiennent les séminaires régionaux. Par exemple, le Séminaire régional pour l'Amérique latine reviendra à un certain montant s'il est tenu au siège de la CEPAL, à Santiago du Chili. Mon pays s'est offert pour accueillir ce séminaire et, dans ce cas, le coût serait inférieur, car la distance entre New York et San José, capitale du Costa Rica, est inférieure à la distance entre New York et Santiago, capitale du Chili. Cela pourrait s'appliquer également à d'autres séminaires régionaux.

331. J'ai consulté le représentant des Etats-Unis et je ne peux pas lui demander de se prononcer maintenant sur notre proposition d'amendement; je n'ai pas pu consulter non plus tous mes collègues qui sont représentants de pays auteurs du projet de résolution. C'est pour cette raison que je vous demande, monsieur le Président, de remettre à plus tard le vote sur le projet de résolution A/38/L.16, pour que chacun puisse évaluer la situation comme elle se présente actuellement. Si cela est possible, nous pourrions trouver une formule qui sera acceptable pour tout le monde. Si cela ne se révélait pas possible après les consultations, après-demain ou au moment où vous le souhaiterez, nous devrions avoir recours au vote, soit sur l'amendement des Etats-Unis soit sur notre contre-proposition.

332. Mais nous sommes encore optimistes et nous espérons que le programme de l'Année internationale de la paix pourra être adopté sans être mis aux voix.

333. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'espagnol*): Compte tenu de la demande formulée par la représentante du Costa Rica et s'il n'y a pas d'objection, je propose que l'on suspende l'examen de cette question pour le

moment et qu'on le reprenne au cours d'une séance future, dans le courant de la semaine si possible.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 19 h 50.

NOTES

1. Les délégations de la Birmanie, des Iles Salomon, du Malawi, du Maroc, du Qatar, du Togo et du Zaïre ont informé ultérieurement le Secrétariat qu'elles avaient eu l'intention de voter en faveur des projets de résolution et la délégation du Viet Nam qu'elle avait eu l'intention de voter contre.

2. Voir *Rapport de la Conférence mondiale pour l'action contre l'apartheid* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.77.XIV.2 et 3 et rectificatif), vol. I, chap. X.

3. Voir *Rapport de la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance* (A/CONF.120/13), troisième partie.

4. Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 970 à 973.

5. A/32/144, annexe I.

6. Voir *Rapport de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, Paris 20-27 mai 1981* (A/CONF.107/8), sect. X.A.

7. La délégation de la Bolivie a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution.

8. La délégation de l'Uruguay a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution.

9. Voir *Rapport de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.XIV.4 et rectificatif), chap. II, sect. A.